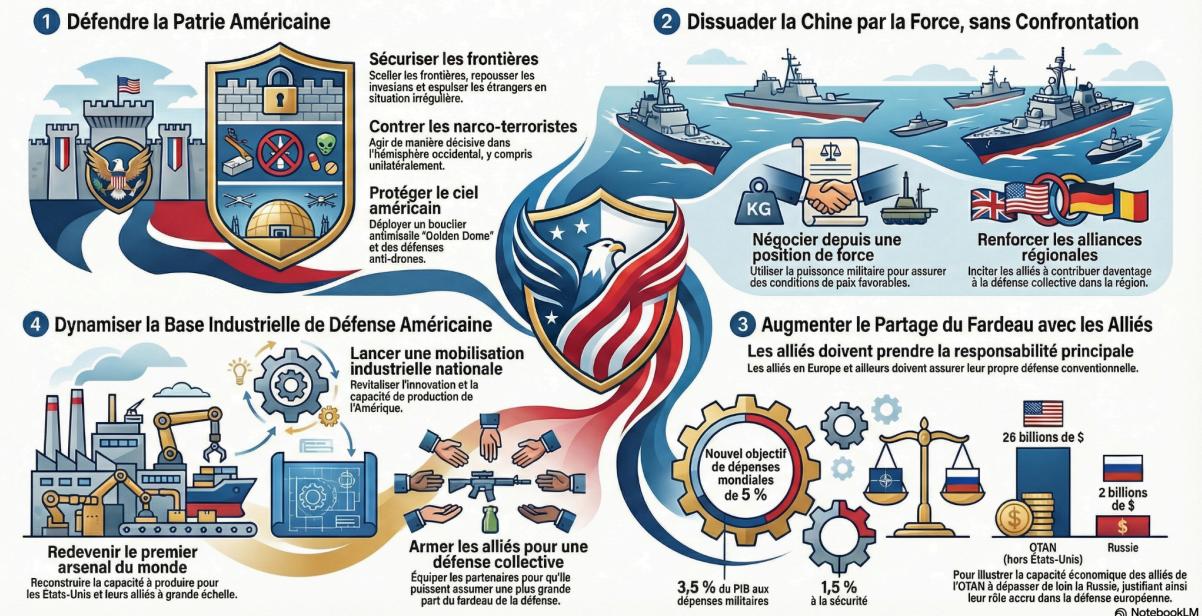


Stratégie de Défense Nationale 2026 : Rétablir la Paix par la Force



La National Defense Strategy 2026 : Ce que l'Amérique prépare

Pourquoi la stratégie américaine n'est pas une parenthèse politique, mais une projection de puissance pour la décennie à venir

Adnane Benchakroun

2026

PRÉFACE

Pourquoi ce livre

Pourquoi revenir, une fois encore, sur la stratégie américaine ?

Parce qu'il ne s'agit pas ici d'une stratégie parmi d'autres, ni d'un document conjoncturel lié à une administration, à une personnalité ou à un cycle électoral. La National Defense Strategy 2026 est un texte de continuité. Un texte de projection. Un texte de pouvoir.

Ce livre est né d'un malaise intellectuel. Celui qui consiste à voir la politique américaine constamment expliquée à travers des figures — Trump hier, Biden aujourd'hui, un autre demain — alors que l'essentiel se joue ailleurs : dans la permanence de l'État, dans ses doctrines, dans ses priorités profondes. Ce que l'on appelle parfois, de façon maladroite, « l'État profond », mais qui relève en réalité d'une chose plus simple : la continuité stratégique d'une grande puissance.

La NDS 2026 n'est pas un discours. Elle est écrite. Publiée. Assumée. Elle dit clairement ce que les États-Unis considèrent désormais comme vital, secondaire ou périphérique. Elle dit où ils s'engageront durablement, où ils délégueront, et où ils se retireront. Elle fixe une trajectoire pour les dix prochaines années. Il suffit de la lire. Il faut surtout accepter d'en tirer les conséquences.

Ce livre ne cherche pas à juger l'Amérique. Il cherche à la comprendre. À montrer que ce que beaucoup interprètent comme un repli, une brutalité ou un cynisme est en réalité une recomposition stratégique rationnelle, née d'un monde devenu plus conflictuel, plus fragmenté et plus industriel.

Mais comprendre une stratégie ne signifie pas l'accepter sans discussion. C'est pourquoi cet ouvrage ne se limite pas à une lecture

américaine du monde. Il donne aussi la parole — de manière assumée — à des voix diplomatiques extérieures : européennes, chinoises, ukrainiennes, moyen-orientales, africaines, asiatiques. Non pour créer un faux débat, mais pour révéler ce que cette stratégie produit, vue depuis ceux qui en sont les partenaires, les alliés... ou les périphéries.

Ce choix éditorial est volontaire. Il rappelle une vérité simple : aucune stratégie de puissance n'existe dans le vide. Elle est toujours perçue, interprétée, parfois subie. Mettre ces regards en dialogue, c'est refuser l'analyse hors-sol. C'est accepter que la géopolitique soit aussi affaire de perceptions, de mémoires et de rapports asymétriques.

Ce livre s'adresse à un public qui ne se satisfait plus des slogans, des indignations automatiques ou des lectures partisanes. À celles et ceux qui savent que les grandes puissances ne raisonnent pas en mandats, mais en décennies. Comprendre la stratégie américaine aujourd'hui, ce n'est pas comprendre un président. C'est comprendre une Amérique qui se projette.

Et dans le monde qui vient, ne pas comprendre cette projection, c'est accepter d'être surpris.

SOMMAIRE

Préface : Pourquoi ce livre

La stratégie américaine comme permanence, projection et vérité écrite

Introduction

Lire la National Defense Strategy 2026 sans illusions

Chapitre 1

Un document stratégique plus politique que militaire

Pourquoi la NDS 2026 est un texte de pouvoir

Chapitre 2

La fin des illusions post-Guerre froide

Multilatéralisme, guerres longues et épuisement stratégique

Chapitre 3

La “paix par la force” comme doctrine centrale

Dissuasion, crédibilité et refus du désordre

Chapitre 4

Hiérarchiser les menaces dans un monde fragmenté

Territoire national, Indo-Pacifique et logique de priorités

Chapitre 5

Le recentrage sur le territoire américain

Frontières, cybersécurité et souveraineté retrouvée

Chapitre 6

La Chine : le défi stratégique central du XXI^e siècle

Regard d'un diplomate chinois

Chapitre 7

La Russie : une menace sérieuse mais contenable

Regard d'un diplomate russe

Chapitre 8

L'Europe : alliée stratégique, mais devenue secondaire

Regard d'un diplomate européen

Chapitre 9

L'Ukraine comme révélateur du basculement stratégique

Regard d'un diplomate ukrainien

Chapitre 10

Le Moyen-Orient : délégation stratégique et puissances régionales

Regard d'un diplomate du Moyen-Orient

Chapitre 11

L'Afrique : périphérie stratégique et priorité antiterroriste

Regard d'un diplomate africain

Chapitre 12

Les alliances reconfigurées

Regard d'un diplomate d'un allié intermédiaire

(Indo-Pacifique)

Chapitre 13

La base industrielle de défense : nerf de la puissance

Chapitre 14 – Conclusion

Une Amérique plus sélective, plus exigeante, plus lisible ?

INTRODUCTION

Lire la National Defense Strategy 2026 sans illusions

La National Defense Strategy 2026 est un texte public. Pourtant, elle reste largement méconnue, mal lue ou mal comprise. Trop souvent, elle est réduite à un document technique, réservé aux spécialistes de défense ou aux cercles militaires. Cette lecture est une erreur. La NDS 2026 est avant tout un texte politique, au sens le plus noble et le plus brutal du terme : elle dit comment une puissance se pense, se protège et se projette.

Lire cette stratégie sans illusions, c'est d'abord accepter qu'elle ne cherche pas à rassurer. Elle ne promet ni stabilité globale ni ordre moral. Elle décrit un monde conflictuel, fragmenté, où les ressources sont limitées et où les engagements doivent être hiérarchisés. Elle acte la fin d'une époque : celle où les États-Unis pouvaient se permettre d'être partout, pour tous, sans priorités clairement assumées.

Cette stratégie est souvent interprétée comme une rupture. Elle est en réalité une cristallisation. Elle rassemble des tendances à l'œuvre depuis plus d'une décennie : recentrage sur le territoire national, priorité donnée à la rivalité avec la Chine, fatigue des guerres longues, responsabilisation des alliés, retour de l'industrie et de la production de masse. La nouveauté n'est pas le fond, mais la clarté.

L'objectif de ce livre est précisément de rendre cette clarté lisible. De montrer que la NDS 2026 n'est ni un texte de circonstance ni une manœuvre politique interne, mais une feuille de route stratégique pensée pour le temps long. Elle engage les États-Unis, mais aussi tous ceux qui dépendent encore — parfois inconsciemment — de leurs choix.

Mais cette lecture serait incomplète si elle restait strictement américaine. Une stratégie de puissance n'existe jamais seule. Elle produit des effets, des inquiétudes, des ajustements. C'est pourquoi cet ouvrage intègre, à certains moments clés, des regards diplomatiques extérieurs. Non pour contester systématiquement la vision américaine, mais pour révéler ce qu'elle signifie, concrètement, vue depuis Pékin, Kyiv, Bruxelles, le Moyen-Orient ou l'Afrique.

Ce dialogue silencieux entre la stratégie écrite et les perceptions qu'elle génère est au cœur de ce livre. Il permet de comprendre une chose essentielle : le monde qui vient ne sera pas façonné uniquement par les intentions américaines, mais aussi par la manière dont elles sont interprétées, acceptées ou contestées.

Lire la National Defense Strategy 2026, c'est accepter d'entrer dans cette complexité. Ce livre en est la tentative. Sans nostalgie. Sans naïveté. Sans illusion.

Chapitre 1

Un document stratégique plus politique que militaire

Pourquoi la National Defense Strategy 2026 est un texte de pouvoir

La National Defense Strategy 2026 n'est pas un document militaire au sens classique du terme. Elle ne se contente pas d'énumérer des menaces, des capacités ou des doctrines d'emploi de la force. Elle ne se limite pas à organiser l'outil militaire américain. Elle fait bien plus que cela. Elle dit comment les États-Unis se pensent eux-mêmes dans le monde. Et à ce titre, elle relève pleinement du politique.

La première erreur de lecture consiste à aborder ce texte comme un simple prolongement des documents de défense précédents. La NDS 2026 s'inscrit certes dans une tradition administrative, mais elle en modifie profondément la portée. Là où les stratégies passées cherchaient encore à concilier ambition globale et engagement universel, celle-ci tranche. Elle hiérarchise. Elle exclut. Elle assume des choix. En ce sens, elle ne décrit pas seulement une posture militaire ; elle exerce un pouvoir de définition du réel.

Ce qui frappe à la lecture, c'est le ton. La NDS 2026 ne cherche pas à convaincre par l'idéalisme ou par le récit moral. Elle parle le langage brut de l'intérêt national. Elle nomme les adversaires. Elle distingue clairement les alliés centraux des partenaires secondaires. Elle introduit une notion devenue centrale : la soutenabilité stratégique. Autrement dit, ce que les États-Unis peuvent réellement assumer dans la durée, et ce qu'ils ne veulent plus porter seuls.

Cette approche marque une rupture symbolique. Pendant des décennies, la puissance américaine s'est présentée comme une force d'équilibre global, parfois au prix d'une ambiguïté entretenue entre défense des intérêts et promotion des valeurs. La NDS 2026 referme

cette parenthèse. Elle ne renie pas les valeurs, mais elle cesse de les placer au sommet de la hiérarchie stratégique. Le texte assume que la défense du territoire, de la base industrielle et de la supériorité militaire passe avant toute autre considération.

C'est ici que la stratégie devient politique. En définissant ce qui est vital, ce qui est important et ce qui est périphérique, la NDS 2026 redessine la carte mentale du monde. Elle dit clairement que l'Indo-Pacifique est central, que la Chine structure l'ensemble du raisonnement stratégique, que l'Europe n'est plus le cœur du système, que le Moyen-Orient doit être géré par ses acteurs régionaux, et que l'Afrique relève désormais d'une logique de gestion du risque. Ce sont des choix politiques, lourds de conséquences.

La NDS 2026 est également un texte de pouvoir parce qu'elle s'adresse autant aux alliés qu'aux adversaires. Elle n'est pas écrite uniquement pour l'armée américaine. Elle est lue à Pékin, à Moscou, à Bruxelles, à Tokyo, à Riyad, à Kyiv. Chaque phrase est un signal. Chaque priorité affichée est un message. Chaque silence est interprété. En cela, la stratégie agit comme un instrument de dissuasion narrative : elle cherche à réduire l'incertitude sur les intentions américaines.

Contrairement à une idée répandue, cette clarté n'est pas le signe d'une brutalité nouvelle. Elle est le produit d'une fatigue stratégique accumulée. Les États-Unis sortent de deux décennies de guerres longues, coûteuses, politiquement usantes. L'Afghanistan et l'Irak ont laissé une trace durable dans l'appareil d'État comme dans l'opinion publique. La NDS 2026 est une réponse à cet épuisement : elle vise à empêcher la répétition d'engagements mal définis, sans fin claire, sans bénéfice stratégique mesurable.

Cette stratégie est aussi un texte de pouvoir intérieur. Elle organise un consensus bureaucratique entre le Pentagone, les agences de renseignement, le Congrès et l'industrie de défense. Elle fixe un cadre commun à l'action publique. Elle oriente les budgets, les priorités industrielles, les choix technologiques. En ce sens, elle est un acte de gouvernance autant qu'un document stratégique.

Il est essentiel de comprendre que la NDS 2026 ne dépend pas d'un président en particulier. Elle survivra aux alternances politiques. Elle est le produit d'un État stratégique qui pense en cycles longs. Les changements de style, de discours ou de méthode peuvent varier, mais l'ossature demeure. C'est pourquoi lire ce texte comme une conséquence d'un moment politique précis serait une erreur d'analyse.

La centralité accordée à la base industrielle de défense en est l'exemple le plus frappant. Le retour de la production, des stocks, de la capacité à soutenir une guerre longue n'est pas une obsession militaire : c'est une décision politique majeure. Elle implique un rôle accru de l'État, une coordination avec le secteur privé, des arbitrages budgétaires lourds. Elle traduit une conviction : la puissance militaire sans puissance industrielle est une illusion dangereuse.

La NDS 2026 est également un texte de pouvoir parce qu'elle impose une nouvelle grammaire aux alliances. Elle ne rompt pas avec les alliés, mais elle transforme la relation. La solidarité devient conditionnelle. Le partage du fardeau n'est plus un slogan, mais une exigence mesurable. Cette évolution redéfinit profondément le rapport de dépendance qui structurait l'ordre occidental depuis la fin de la Guerre froide.

Enfin, ce document est politique parce qu'il accepte l'idée de limites. Limites de la puissance. Limites de l'intervention. Limites de la

capacité américaine à façonner le monde selon ses propres normes. Cette reconnaissance n'est pas un aveu de faiblesse. Elle est une tentative de réajustement. En renonçant à l'illusion de l'omniprésence, les États-Unis cherchent à préserver l'essentiel : leur capacité de dissuasion, leur liberté d'action et leur crédibilité.

La National Defense Strategy 2026 est donc un texte de pouvoir parce qu'elle choisit. Parce qu'elle tranche. Parce qu'elle dit non. Et parce qu'elle assume les conséquences de ces choix. Elle ne promet pas un monde plus stable. Elle promet une Amérique plus cohérente avec ses moyens, ses priorités et ses limites.

C'est cette cohérence, parfois inconfortable, qui fait de la NDS 2026 un document fondamental pour comprendre le monde qui vient. Non pas comme un manuel militaire, mais comme une clé de lecture politique de la puissance américaine au XXI^e siècle.

Chapitre 2

Un document de rupture assumée

La National Defense Strategy 2026 se présente explicitement comme une rupture. Pas une inflexion progressive, pas un ajustement technique, mais un changement de cap revendiqué. Ce positionnement n'est pas seulement rhétorique : il structure l'ensemble du document, depuis le diagnostic initial jusqu'aux choix opérationnels. Pour en saisir la portée, il faut comprendre contre quoi cette stratégie se construit, et pourquoi ses auteurs estiment que le cadre stratégique hérité de l'après-Guerre froide est désormais caduc.

Le texte part d'un constat sévère : pendant près de trente ans, les États-Unis auraient confondu puissance et omniprésence. La supériorité militaire acquise à la fin de la Guerre froide a été utilisée pour intervenir partout, souvent sans hiérarchie claire des intérêts, ni définition précise des objectifs politiques. Les opérations se sont multipliées — Balkans, Afghanistan, Irak, Syrie, Sahel — avec une constante : une difficulté chronique à transformer les succès militaires initiaux en résultats stratégiques durables. La NDS 2026 ne se contente pas de le suggérer, elle l'affirme frontalement.

Selon cette lecture, l'erreur n'a pas été d'agir, mais d'agir sans priorités. En cherchant à stabiliser des régions entières, à exporter des modèles politiques ou à résoudre des conflits locaux par des moyens militaires, Washington aurait progressivement dilué sa puissance. Le document parle d'« aventures grandioses mais mal définies », qui ont consommé des ressources colossales tout en érodant la préparation des forces armées à des conflits de haute intensité entre États.

Cette autocritique est centrale. Elle sert de justification à un recentrage radical : la mission première de l'armée américaine n'est plus de gérer le désordre mondial, mais de gagner les guerres qui

comptent vraiment pour les intérêts américains. Ce glissement est fondamental. Il marque la fin assumée d'une vision quasi messianique de la sécurité internationale, au profit d'une approche strictement nationale, voire transactionnelle.

La rupture est également idéologique. La NDS 2026 rejette explicitement ce qu'elle appelle l'« idéalisme utopique » qui aurait guidé une partie de la politique étrangère américaine. L'idée selon laquelle la diffusion de la démocratie, du libre-échange et des normes libérales garantirait mécaniquement la paix est jugée dépassée. Le monde décrit dans le document est un monde de rivalités assumées, de rapports de force bruts, où les intentions comptent moins que les capacités réelles.

Dans ce cadre, la sécurité n'est plus pensée comme un bien public mondial, mais comme un avantage stratégique à préserver. Cette distinction est essentielle pour comprendre la cohérence interne du texte. Elle explique pourquoi certaines régions sont reléguées au second plan, pourquoi les alliances sont redéfinies, et pourquoi la base industrielle de défense devient un enjeu central.

La rupture se manifeste aussi dans le rapport aux alliés. Là où les stratégies précédentes insistaient sur la solidarité et la cohésion politique, la NDS 2026 introduit un langage de responsabilité et de contrepartie. Les alliés restent indispensables, mais ils ne sont plus perçus comme des bénéficiaires passifs de la protection américaine. Le document critique ouvertement ce qu'il décrit comme des décennies de « free-riding », durant lesquelles certains partenaires auraient profité de la sécurité garantie par Washington tout en réduisant leurs propres efforts militaires.

Ce discours n'est pas anecdotique. Il prépare le terrain à une redéfinition concrète des engagements américains, notamment en

Europe. En soulignant que les alliés disposent collectivement de capacités économiques et industrielles supérieures à celles de leurs adversaires, la NDS renverse la logique traditionnelle : le problème n'est plus l'insuffisance de moyens, mais l'insuffisance de volonté. Cette lecture sert de base à l'exigence d'un partage du fardeau beaucoup plus strict.

Autre dimension de la rupture : le rapport au temps. La stratégie se projette explicitement dans des conflits longs, potentiellement simultanés, impliquant des adversaires étatiques capables de soutenir un effort militaire dans la durée. Cette hypothèse tranche avec les opérations des années 2000 et 2010, souvent pensées comme des interventions rapides, limitées et asymétriques. Désormais, la référence implicite n'est plus la contre-insurrection, mais la guerre industrielle.

C'est dans cette perspective que la base industrielle de défense réapparaît comme un pilier stratégique. La NDS 2026 considère que la supériorité technologique ne suffit plus si elle n'est pas accompagnée d'une capacité de production massive, résiliente et rapide. Les conflits récents ont montré que les stocks de munitions, les chaînes logistiques et la capacité à remplacer rapidement les pertes sont devenus des facteurs décisifs. Là encore, la rupture est nette avec une période où l'on pensait pouvoir compenser la faiblesse industrielle par la précision technologique.

La rupture est aussi institutionnelle. Le document insiste sur la restauration de ce qu'il appelle le « warrior ethos », un retour à une culture militaire centrée sur la mission, la discipline et la préparation au combat, en opposition à une armée perçue comme surchargée de missions périphériques ou de débats internes jugés secondaires. Ce point, très politique, révèle une volonté de recentrer l'institution

militaire sur sa finalité première : la dissuasion et, si nécessaire, la victoire militaire.

Enfin, la NDS 2026 rompt avec l'ambiguïté stratégique qui a longtemps caractérisé la posture américaine. Elle assume une parole directe, parfois brutale, sur les intentions et les lignes rouges. Cette lisibilité est présentée comme un atout : mieux vaut des attentes claires, même exigeantes, qu'un flou qui encourage les malentendus et les calculs erronés. Dans un monde de puissances révisionnistes, la clarté est perçue comme un instrument de stabilité.

Cette rupture n'est pas sans risques. En assumant un recentrage national et une hiérarchisation stricte des menaces, les États-Unis prennent le risque de laisser des vides stratégiques, notamment dans certaines régions fragiles. En conditionnant plus fortement leur engagement, ils testent la capacité réelle de leurs alliés à monter en puissance. La NDS 2026 en est consciente, mais considère que l'alternative — le statu quo — serait plus dangereuse encore.

En définitive, ce document n'est pas simplement une nouvelle stratégie de défense. C'est une déclaration d'intention sur ce que l'Amérique veut être — et ne plus être — dans le monde. Une puissance moins dispersée, moins idéologique, mais plus déterminée à défendre ses intérêts essentiels. Cette rupture structure tout le reste de la stratégie. Elle explique les choix géographiques, les priorités capacitaire et la redéfinition des alliances qui seront analysés dans les chapitres suivants.

Chapitre 3

La paix par la force : socle doctrinal de la NDS 2026

La National Defense Strategy 2026 repose sur un concept ancien, parfois galvaudé, mais remis au cœur de la doctrine américaine : la paix par la force. Loin d'être un simple slogan hérité de la Guerre froide, cette notion constitue l'ossature intellectuelle du document. Elle structure la hiérarchisation des menaces, la posture militaire, la redéfinition des alliances et la relation entre diplomatie et puissance armée. Pour comprendre la logique de la NDS 2026, il faut donc prendre cette idée au sérieux, dans toute sa radicalité contemporaine.

Dans la lecture proposée par le document, la paix n'est jamais un état naturel ou spontané du système international. Elle est un équilibre précaire, maintenu par la perception, chez les adversaires potentiels, que toute tentative de remise en cause serait vouée à l'échec ou coûterait trop cher. Cette vision rompt clairement avec l'idée selon laquelle la coopération économique, l'interdépendance ou la diffusion de normes suffiraient à garantir la stabilité. La NDS 2026 affirme au contraire que les rapports de force restent le langage structurant des relations internationales.

Cette approche s'inscrit dans un réalisme assumé. Les intentions des États sont jugées volatiles, réversibles, parfois opportunistes. Les capacités, en revanche, sont mesurables, visibles et durables. La stratégie privilégie donc la construction d'un rapport de puissance crédible, capable d'agir comme un dissuasif permanent. La paix n'est pas recherchée par la faiblesse ou la retenue unilatérale, mais par la démonstration continue de supériorité militaire et industrielle.

Dans ce cadre, la dissuasion est redéfinie de manière élargie. Elle ne se limite plus au nucléaire, même si celui-ci reste un pilier central. La NDS 2026 parle de dissuasion multidomaine : nucléaire,

conventionnelle, cyber, spatiale, industrielle et même économique. L'idée est simple : un adversaire doit être dissuadé non seulement de frapper le territoire américain, mais aussi de tenter toute action susceptible de remettre en cause l'accès des États-Unis aux espaces vitaux — mers, airs, espace, cyberspace, chaînes d'approvisionnement.

Le nucléaire demeure toutefois un élément structurant. La stratégie insiste sur la modernisation de l'arsenal, non dans une logique d'escalade gratuite, mais pour préserver la crédibilité de la dissuasion face à un environnement stratégique transformé. La multiplication des puissances nucléaires, l'évolution des doctrines adverses et le développement de nouvelles capacités — missiles hypersoniques, armes antisatellites — rendent obsolète une dissuasion figée. La NDS 2026 assume donc une adaptation permanente, présentée comme une condition de stabilité.

Mais l'originalité du document réside surtout dans la place accordée à la dissuasion par le déni. Contrairement à la dissuasion par la punition, qui menace de représailles massives après une agression, la dissuasion par le déni vise à convaincre l'adversaire qu'il ne pourra tout simplement pas atteindre ses objectifs. Cette logique est centrale dans la posture américaine vis-à-vis de la Chine, notamment en Indo-Pacifique. Il ne s'agit pas de promettre une destruction ultérieure, mais de rendre toute tentative de domination régionale impraticable dès le départ.

Cette approche a des implications majeures. Elle suppose des forces avancées, résilientes, capables d'absorber un choc initial et de conserver leur capacité d'action. Elle implique aussi une intégration étroite avec les alliés, qui deviennent des éléments de cette dissuasion distribuée. La paix, dans cette logique, est le produit d'un maillage de capacités crédibles, visibles et interopérables.

La paix par la force, telle que conçue par la NDS 2026, redéfinit également le rôle de la diplomatie. Celle-ci n'est pas reléguée au second plan, mais elle est clairement subordonnée à la puissance militaire. Le document insiste sur le fait que les négociations n'ont de sens que si elles sont menées depuis une position de force. La diplomatie sans crédibilité militaire est perçue comme une invitation à la coercition. À l'inverse, une puissance militaire claire et assumée est présentée comme un facilitateur de compromis durables.

Cette conception tranche avec certaines approches multilatérales récentes, où la retenue était parfois présentée comme un gage de bonne volonté. Pour les auteurs de la NDS 2026, la retenue non réciproque crée des vides stratégiques. Ces vides sont rapidement exploités par des acteurs révisionnistes, ce qui augmente mécaniquement le risque de conflit. La paix par la force est donc aussi une critique implicite de la diplomatie dite « désarmée ».

Le concept s'étend également à la temporalité stratégique. La NDS 2026 se projette dans un monde de rivalités longues, où la stabilité dépend de la capacité à soutenir un effort dans la durée. La paix n'est pas conçue comme un moment, mais comme un processus permanent de dissuasion active. Cela explique l'insistance sur la base industrielle de défense : sans capacité de production soutenue, aucune dissuasion n'est crédible sur le long terme.

Cette logique a aussi une dimension psychologique et politique. La stratégie insiste sur la nécessité de restaurer la confiance des adversaires — non pas dans les intentions américaines, mais dans leur détermination. La lisibilité des lignes rouges, la cohérence entre discours et actes, et la rapidité de réaction sont présentées comme des éléments essentiels de la paix par la force. L'ambiguïté excessive est perçue comme un facteur d'instabilité.

Cependant, cette doctrine n'est pas exempte de critiques potentielles. En mettant l'accent sur la force, elle peut accroître les perceptions de menace chez les adversaires, alimenter des courses aux armements et réduire les marges de manœuvre diplomatiques. La NDS 2026 reconnaît implicitement ce risque, mais considère qu'il est moindre que celui d'une posture perçue comme hésitante ou affaiblie. Dans cette vision, la clarté et la fermeté sont moins dangereuses que l'indécision.

Il faut également souligner que la paix par la force ne signifie pas l'usage systématique de la force. Le document insiste sur le fait que l'objectif n'est pas la guerre, mais son évitement. La force est conçue comme un moyen dissuasif, non comme une fin en soi. Les opérations militaires doivent être décisives, limitées dans leurs objectifs et alignées sur des intérêts clairement définis. Cette approche se veut à l'opposé des engagements prolongés et indéfinis des décennies précédentes.

Enfin, la paix par la force implique une responsabilisation accrue des alliés. La dissuasion collective n'est crédible que si chaque acteur contribue de manière significative. C'est pourquoi la NDS 2026 lie explicitement la crédibilité de la paix à l'effort budgétaire, industriel et opérationnel des partenaires. Une alliance déséquilibrée est perçue comme une faiblesse, non comme un atout.

En définitive, la paix par la force, telle qu'articulée dans la National Defense Strategy 2026, n'est ni une nostalgie de la Guerre froide ni une apologie de la militarisation du monde. C'est une tentative de réadapter un principe classique à un environnement stratégique profondément transformé. Un monde où la puissance ne disparaît pas, mais change de forme ; où la paix n'est jamais acquise, mais toujours négociée à l'ombre des rapports de force.

Chapitre 4

Hiérarchiser les menaces dans un monde fragmenté

L'un des choix les plus structurants de la National Defense Strategy 2026 tient dans un principe simple, mais politiquement sensible : toutes les menaces ne se valent pas. Cette affirmation, répétée à plusieurs reprises dans le document, rompt avec une tradition stratégique récente marquée par l'empilement des priorités et la dilution des ressources. Là où les stratégies antérieures tentaient de répondre à tout, partout et en même temps, la NDS 2026 impose une hiérarchie assumée, au risque de froisser alliés, partenaires et opinions publiques.

Cette hiérarchisation n'est pas présentée comme un choix idéologique, mais comme une nécessité stratégique. Le monde décrit par la NDS 2026 est fragmenté, instable et concurrentiel. Les États-Unis y font face à des menaces de nature très différente : étatiques et non étatiques, immédiates et latentes, locales et systémiques. Traiter ces menaces comme équivalentes conduirait, selon le document, à une dispersion dangereuse de l'effort militaire et politique.

Au sommet de cette hiérarchie figure sans ambiguïté la défense du territoire américain. Le Homeland redevient la référence absolue. Menaces nucléaires, attaques cyber, frappes de missiles à longue portée, drones, terrorisme transnational : tout ce qui peut toucher directement le sol américain est considéré comme prioritaire. Cette centralité du territoire marque une rupture avec une période où la sécurité des États-Unis était souvent pensée comme projetée à l'extérieur, dans une logique de prévention lointaine. Désormais, la protection directe prime sur la gestion indirecte des crises.

Dans cette logique, la stratégie insiste sur la montée des menaces dites « hybrides » : cyberattaques, opérations dans l'espace, désinformation, sabotages d'infrastructures critiques. Ces formes de conflictualité, souvent invisibles, brouillent la distinction classique entre guerre et paix. La NDS 2026 les place au même niveau de gravité que certaines menaces conventionnelles, précisément parce qu'elles peuvent frapper sans avertissement et sans déclaration formelle de guerre.

Le deuxième niveau de la hiérarchie est occupé par les menaces systémiques, au premier rang desquelles figure la Chine. La NDS 2026 ne décrit pas Pékin comme un ennemi idéologique, mais comme un compétiteur stratégique global, capable de remettre en cause l'équilibre des puissances dans les régions clés du monde. La particularité de cette menace tient à sa durée et à sa profondeur : il ne s'agit pas d'un conflit ponctuel, mais d'une rivalité appelée à structurer plusieurs décennies.

Cette distinction est fondamentale. La Chine n'est pas perçue comme une urgence militaire immédiate, mais comme un défi stratégique permanent, nécessitant une allocation prioritaire de ressources, d'attention politique et de capacités militaires. C'est cette lecture qui justifie le recentrage américain vers l'Indo-Pacifique, au détriment relatif d'autres théâtres jugés moins décisifs à long terme.

Viennent ensuite les menaces régionales majeures, parmi lesquelles la Russie occupe une place particulière. La NDS 2026 reconnaît la dangerosité du potentiel militaire russe, notamment nucléaire, mais relativise sa capacité à menacer directement l'équilibre global hors de son voisinage immédiat. La Russie est décrite comme une puissance régionale agressive, capable de déstabiliser son environnement proche, mais insuffisamment puissante pour remettre en cause l'ordre mondial à elle seule.

Cette lecture entraîne une conséquence stratégique lourde : la gestion de la menace russe est en grande partie transférée aux alliés européens. Les États-Unis conservent un rôle de soutien et de dissuasion stratégique, mais refusent désormais d'assumer seuls le poids de la sécurité du continent européen. Là encore, la hiérarchisation des menaces sert de justification à un redéploiement des responsabilités.

L'Iran et la Corée du Nord apparaissent dans une catégorie intermédiaire. Ce sont des États capables de nuisances graves, notamment par le biais de missiles, de programmes nucléaires ou de réseaux de proxies, mais leur capacité à menacer durablement l'ordre international est jugée limitée. La réponse américaine se veut donc ciblée, dissuasive et proportionnée, combinant frappes ponctuelles, pressions diplomatiques et soutien aux partenaires régionaux.

Le terrorisme islamiste, longtemps au centre des stratégies américaines, est relégué à un rang inférieur dans la hiérarchie globale, sans être minimisé. La NDS 2026 opère ici un changement sémantique et stratégique important : le terrorisme n'est plus vu comme une menace existentielle globale, mais comme une menace conditionnelle. Seules les organisations capables et désireuses de frapper le territoire américain justifient un engagement militaire direct et durable. Les autres doivent être contenues par des partenaires locaux, avec un soutien américain limité.

Cette hiérarchisation s'accompagne d'un refus explicite de ce que le document appelle la « sur-extension stratégique ». Les auteurs considèrent qu'une puissance qui tente de répondre à toutes les crises finit par affaiblir sa capacité à répondre aux plus graves. La NDS 2026 revendique donc le droit de ne pas intervenir, de laisser certaines

crises évoluer sans implication américaine directe, même si cela implique des coûts politiques ou humanitaires à court terme.

Ce point est sans doute l'un des plus controversés du document. Il marque une rupture nette avec l'idée selon laquelle les États-Unis auraient une responsabilité morale universelle. La stratégie assume que l'intérêt national prime sur toute autre considération. Cette posture peut être perçue comme cynique, mais elle est présentée comme plus honnête et plus soutenable dans la durée.

La hiérarchisation des menaces implique également une nouvelle manière de penser le temps stratégique. Certaines menaces exigent une réaction immédiate ; d'autres nécessitent une gestion patiente, sur des décennies. La NDS 2026 cherche à aligner les ressources sur cette temporalité différenciée. Il s'agit moins de gagner rapidement que de ne pas perdre à long terme.

Enfin, cette approche a des implications directes pour les alliés. En hiérarchisant ses propres priorités, Washington envoie un message clair : les alliés doivent aligner leurs attentes sur les priorités américaines, ou accepter une moindre implication des États-Unis. La solidarité n'est plus automatique ; elle devient conditionnelle à la convergence d'intérêts stratégiques.

En définitive, la hiérarchisation des menaces opérée par la National Defense Strategy 2026 n'est pas un exercice académique. C'est un acte politique fort, qui redistribue l'attention, les ressources et les responsabilités. Elle clarifie la vision américaine du monde, mais elle oblige aussi partenaires et adversaires à se repositionner. Dans un monde fragmenté, la clarté devient une arme stratégique à part entière.

Chapitre 5

Le recentrage stratégique sur le territoire américain et l'hémisphère occidental

S'il fallait résumer la National Defense Strategy 2026 en un basculement géopolitique majeur, ce serait celui-ci : le territoire américain redevient le cœur absolu de la stratégie de défense, et l'hémisphère occidental cesse d'être un arrière-plan stratégique pour redevenir un espace vital. Ce recentrage n'est ni symbolique ni rhétorique. Il constitue l'un des piliers les plus concrets, et sans doute les plus révélateurs, de la vision américaine du monde telle qu'elle se redéfinit en 2026.

Pendant plusieurs décennies, la sécurité des États-Unis a été pensée comme une projection lointaine. L'idée dominante était simple : mieux valait affronter les menaces « là-bas » pour éviter qu'elles n'atteignent le sol américain. Cette logique a structuré les interventions au Moyen-Orient, en Asie centrale ou en Afrique. La NDS 2026 rompt clairement avec ce paradigme. Elle affirme que cette projection permanente a paradoxalement fragilisé le territoire national, en dispersant les moyens, en usant les forces et en négligeant des vulnérabilités internes de plus en plus visibles.

Le document part d'un constat sans détour : le Homeland n'est plus un sanctuaire. Les menaces ne viennent plus uniquement sous la forme d'armées ennemis franchissant des frontières, mais de missiles à longue portée, de cyberattaques, de sabotages d'infrastructures critiques, de drones, de trafics transnationaux et de réseaux criminels hybrides. Dans cette lecture, la frontière entre sécurité intérieure et sécurité extérieure s'est largement effacée. Défendre le territoire national implique désormais d'agir à la fois à l'intérieur et au-delà des frontières immédiates.

Ce recentrage se traduit d'abord par une priorité absolue donnée à la sécurisation des frontières. La NDS 2026 considère explicitement que la frontière est une ligne stratégique, et non un simple enjeu administratif ou humanitaire. Les flux migratoires illégaux, le trafic de drogues et les réseaux criminels transnationaux sont décrits comme des facteurs d'insécurité directe, capables d'éroder la cohésion sociale, de financer des organisations hostiles et de fragiliser l'autorité de l'État. La stratégie assume donc une approche militarisée de la frontière, en coordination avec les agences civiles, au nom de la sécurité nationale.

Mais le recentrage ne s'arrête pas aux frontières terrestres. Il s'étend aux approches maritimes et aériennes, dans un contexte de prolifération des menaces asymétriques. La défense des côtes, des ports, des espaces aériens et même de l'espace proche devient un enjeu central. La NDS 2026 insiste sur la nécessité de renforcer les capacités de détection, d'interception et de réponse rapide face à des attaques potentielles, qu'elles soient conventionnelles ou hybrides. La notion de « profondeur stratégique » est redéfinie : elle ne se mesure plus en kilomètres, mais en capacités de prévention et de réaction.

Cette logique conduit naturellement à un retour affirmé sur l'hémisphère occidental. Longtemps considéré comme acquis, voire secondaire, cet espace est désormais perçu comme un champ de compétition stratégique à part entière. La NDS 2026 reprend explicitement l'héritage de la doctrine Monroe, en l'actualisant. Il ne s'agit plus seulement d'empêcher l'installation de puissances hostiles sur le continent américain, mais de garantir un contrôle effectif sur les points névralgiques de l'hémisphère.

Trois zones sont particulièrement mises en avant : le canal de Panama, le Golfe d'Amérique et le Groenland. Leur importance n'est pas seulement géographique, mais économique, militaire et symbolique.

Le canal de Panama est décrit comme une artère vitale du commerce mondial et de la mobilité stratégique américaine. Toute remise en cause de son accessibilité est considérée comme une menace directe aux intérêts des États-Unis. Le Golfe d'Amérique, quant à lui, concentre des enjeux énergétiques, industriels et maritimes majeurs. Le Groenland, enfin, apparaît comme un verrou stratégique de l'Arctique, dans un contexte de militarisation croissante de cette région.

Ce retour sur l'hémisphère occidental s'accompagne d'une relecture sévère des relations avec les voisins. La NDS 2026 affirme vouloir coopérer avec le Canada, le Mexique et les pays d'Amérique centrale et du Sud, mais sur des bases nouvelles. La coopération n'est plus inconditionnelle. Elle est explicitement liée à la capacité et à la volonté des partenaires à contribuer à la sécurité commune, notamment dans la lutte contre les trafics, l'immigration illégale et l'influence d'acteurs extérieurs jugés hostiles.

Le document introduit ici une notion clé : celle de narco-terrorisme. Les réseaux de trafic de drogues sont décrits non seulement comme des organisations criminelles, mais comme des acteurs quasi-stratégiques, capables de déstabiliser des États, de corrompre des institutions et de menacer directement la sécurité américaine. En les qualifiant de narco-terroristes, la NDS 2026 justifie un élargissement du spectre des réponses possibles, y compris militaires. Cette évolution marque un durcissement net du discours et des options américaines dans la région.

Ce recentrage hémisphérique a également une dimension préventive. En renforçant leur présence et leur capacité d'action dans les Amériques, les États-Unis cherchent à bloquer l'influence croissante de puissances extérieures, notamment la Chine et, dans une moindre mesure, la Russie. Investissements, infrastructures, ports,

télécommunications : la NDS 2026 considère que ces leviers économiques peuvent rapidement se transformer en leviers stratégiques. L'hémisphère occidental n'est plus perçu comme un espace neutre, mais comme un front potentiel de la compétition globale.

Il serait toutefois erroné de réduire ce recentrage à une logique purement défensive. La NDS 2026 insiste sur la capacité des forces américaines à projeter de la puissance depuis le territoire national lui-même. Les opérations menées directement depuis le sol américain sont présentées comme un symbole de modernité stratégique : elles démontrent que la distance géographique n'est plus un obstacle à l'action militaire. Cette capacité renforce à la fois la dissuasion et la crédibilité globale de la posture américaine.

Ce choix a aussi des implications politiques internes. En mettant le Homeland au centre, la stratégie répond à une attente forte de l'opinion publique américaine, marquée par des années de guerres lointaines aux résultats contestés. La défense du territoire est présentée comme un objectif concret, lisible et fédérateur. Elle permet de reconnecter la stratégie militaire avec les préoccupations quotidiennes des citoyens, ce qui est loin d'être anodin dans une démocratie.

Mais ce recentrage n'est pas sans risques. En affirmant une logique hémisphérique plus ferme, les États-Unis prennent le risque de tensions accrues avec certains voisins, voire d'une perception d'unilatéralisme renforcé. La NDS 2026 assume ce risque, considérant que l'ambiguïté et la retenue excessive ont davantage contribué à l'instabilité que la clarté stratégique.

En définitive, le recentrage sur le territoire américain et l'hémisphère occidental constitue l'un des fils rouges les plus cohérents de la

National Defense Strategy 2026. Il traduit une vision du monde où la puissance commence chez soi, où la sécurité ne se délègue pas, et où l'espace proche redevient prioritaire face à un monde de plus en plus concurrentiel. Ce choix structure l'ensemble de la stratégie, et conditionne la manière dont les États-Unis abordent désormais les autres régions du globe.

Chapitre 6

La Chine : le défi stratégique central du XXI^e siècle

Dans la National Defense Strategy 2026, la Chine occupe une place singulière. Elle n'est pas décrite comme un ennemi au sens classique, ni comme une menace immédiate appelant une confrontation directe. Elle est définie comme le défi stratégique central du XXI^e siècle, celui autour duquel s'organisent désormais la hiérarchisation des priorités, l'allocation des ressources et la posture militaire globale des États-Unis. Cette qualification, lourde de sens, structure l'ensemble de la stratégie américaine à long terme.

Le document part d'un constat désormais partagé à Washington : la République populaire de Chine est la première puissance depuis la fin du XIX^e siècle capable de rivaliser avec les États-Unis à l'échelle globale. Cette rivalité n'est pas seulement militaire. Elle est économique, technologique, industrielle, diplomatique et normative. La NDS 2026 insiste sur ce point : la singularité du défi chinois tient à sa multidimensionnalité et à sa durée. Il ne s'agit pas d'un conflit ponctuel, mais d'une compétition appelée à structurer plusieurs décennies.

Contrairement à la Russie, dont la puissance est jugée essentiellement régionale, la Chine est perçue comme un acteur systémique. Son poids économique, sa capacité industrielle, sa maîtrise croissante des technologies critiques et la modernisation rapide de son appareil militaire lui donnent les moyens de remettre en cause les équilibres établis, notamment dans l'Indo-Pacifique. Or cette région est appelée, selon la NDS 2026, à concentrer plus de la moitié de la croissance économique mondiale. Pour Washington, l'enjeu est donc existentiel : perdre l'accès libre et sécurisé à l'Indo-Pacifique reviendrait à hypothéquer durablement la prospérité américaine.

La stratégie adopte toutefois une posture nuancée. Elle rejette explicitement toute logique de domination, d'endiguement total ou d'humiliation de la Chine. Le texte insiste sur un objectif plus limité, mais jugé vital : empêcher toute puissance, y compris la Chine, de dominer les États-Unis ou leurs alliés. Cette formulation est centrale. Elle marque un refus du scénario de confrontation idéologique globale, tout en affirmant une ligne rouge claire sur l'équilibre des puissances.

Cette approche se traduit par le concept clé de dissuasion par le déni. Plutôt que de menacer de représailles massives a posteriori, la NDS 2026 vise à rendre toute agression chinoise inefficace dès le départ. L'exemple le plus emblématique est celui de Taïwan, sans être toujours nommé frontalement. L'objectif n'est pas de promettre une guerre totale, mais de convaincre Pékin qu'aucune action militaire ne permettrait d'atteindre ses objectifs politiques à un coût acceptable.

Pour cela, la stratégie met l'accent sur la construction d'un dispositif défensif robuste le long de la First Island Chain. Ce concept géographique, qui s'étend du Japon aux Philippines en passant par Taïwan, est au cœur de la posture américaine. Il s'agit d'y déployer des capacités militaires résilientes, distribuées, capables de survivre à un premier choc et de bloquer toute tentative de projection de force. La logique n'est pas celle d'une présence massive et vulnérable, mais d'un maillage flexible, difficile à neutraliser.

Cette posture implique une transformation profonde des forces américaines. La NDS 2026 insiste sur la nécessité de forces plus mobiles, plus interopérables, capables d'opérer dans des environnements contestés, saturés de capteurs, de missiles et de moyens de déni d'accès. La supériorité technologique reste importante, mais elle doit être accompagnée d'une résilience

opérationnelle et d'une capacité à durer. Là encore, les leçons des conflits récents sont pleinement intégrées.

Un autre aspect central de la stratégie vis-à-vis de la Chine est le rôle des alliés et partenaires régionaux. La NDS 2026 est explicite : les États-Unis ne peuvent, et ne veulent pas, porter seuls le poids de l'équilibre stratégique en Indo-Pacifique. Le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, les Philippines et d'autres partenaires sont appelés à jouer un rôle accru, non pas comme supplétifs, mais comme acteurs à part entière de la dissuasion collective.

Cette approche marque une évolution importante. Les alliances ne sont plus seulement des garanties de sécurité, mais des multiplicateurs de puissance. La stratégie vise à encourager les partenaires à investir davantage dans leurs propres capacités, à renforcer leur interopérabilité et à accepter une logique de défense partagée. La crédibilité de la dissuasion repose désormais sur cette architecture collective.

La NDS 2026 insiste également sur l'importance du dialogue militaire avec Pékin, un point souvent négligé dans les lectures caricaturales. La stratégie affirme la nécessité de maintenir et d'élargir les canaux de communication entre les forces armées américaines et chinoises. L'objectif n'est pas la coopération, mais la stabilité stratégique, la prévention des incidents et la gestion des crises. Cette volonté de dialogue coexiste avec une fermeté assumée sur les lignes rouges, illustrant une approche que le document qualifie de « force sans confrontation inutile ».

La rivalité sino-américaine ne se limite pas au champ militaire. La NDS 2026 accorde une place croissante aux dimensions industrielles et technologiques. La Chine est perçue comme un concurrent capable de mobiliser massivement son appareil industriel au service de ses

ambitions stratégiques. Face à cela, les États-Unis entendent reconstruire leur propre base industrielle de défense, sécuriser leurs chaînes d'approvisionnement et réduire les dépendances critiques. La guerre moderne est pensée comme une guerre de systèmes, où l'industrie joue un rôle aussi décisif que les forces armées.

Il faut également souligner que la stratégie ne nie pas les fragilités internes de la Chine. Le document évoque ses défis démographiques, économiques et sociaux, mais refuse de fonder la stratégie américaine sur l'hypothèse d'un affaiblissement automatique de Pékin. Cette prudence est révélatrice : la NDS 2026 ne parie pas sur l'échec de la Chine, mais se prépare à une compétition durable avec un adversaire résilient.

Cette lucidité explique le refus de toute stratégie d'attente. Pour Washington, le temps ne joue pas nécessairement en sa faveur. D'où l'urgence d'investir, de réorganiser et de clarifier la posture stratégique. La Chine n'est pas présentée comme une menace immédiate, mais comme un défi dont la gestion conditionnera la capacité des États-Unis à rester une puissance centrale au XXI^e siècle.

En filigrane, la NDS 2026 envoie un message clair au reste du monde : l'Indo-Pacifique est désormais le centre de gravité stratégique américain. Les autres théâtres ne disparaissent pas, mais ils deviennent secondaires par rapport à cette rivalité structurante. Pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, cette réalité implique une redéfinition de leur place dans les priorités américaines.

En définitive, la Chine est le prisme à travers lequel la National Defense Strategy 2026 se comprend pleinement. Elle justifie le recentrage, la hiérarchisation des menaces, la transformation des alliances et la renaissance industrielle. Sans cette rivalité centrale, la stratégie perdrait une grande partie de sa cohérence. Avec elle, elle

dessine un monde où la paix dépend moins de la bonne volonté que de l'équilibre durable des puissances.

Regard d'un diplomate chinois

Lecture de la stratégie américaine depuis Pékin

« Lorsque nous lisons la National Defense Strategy 2026, nous n'y voyons ni surprise ni provocation nouvelle. Nous y voyons surtout la confirmation d'un choix déjà ancien : celui des États-Unis de considérer la Chine non plus comme un partenaire complexe, mais comme un rival structurant. Cette lecture américaine n'est pas née hier, et elle ne disparaîtra pas demain. Elle s'inscrit, elle aussi, dans un temps long.

Du point de vue chinois, le mot “défi” est révélateur. Il suppose que l'ascension de la Chine constitue un problème en soi. Or, notre lecture est différente. La Chine ne se pense pas comme une puissance cherchant à renverser l'ordre international, mais comme une civilisation-État cherchant à retrouver une place proportionnée à son poids historique, démographique et économique. Ce que Washington interprète comme une volonté de domination est, à Pékin, perçu comme une normalisation tardive.

La stratégie américaine parle beaucoup de dissuasion, de déni d'accès, de chaînes d'îles, de dispositifs militaires avancés. Depuis la Chine, cette architecture n'est pas perçue comme défensive. Elle est vue comme une stratégie d'encerclement progressif, héritée d'une logique de Guerre froide, appliquée à un monde qui n'est plus bipolaire. Lorsque des forces étrangères se déploient à quelques centaines de kilomètres de nos côtes, il est difficile de parler de simple stabilisation.

La question de Taïwan cristallise cette incompréhension. Pour les États-Unis, il s'agit d'un enjeu stratégique parmi d'autres, intégré dans une logique d'équilibre régional. Pour la Chine, Taïwan n'est pas un théâtre géopolitique : c'est une question de souveraineté inachevée, profondément liée à l'histoire, à la guerre civile et à l'unité nationale. Toute lecture strictement militaire de ce dossier passe à côté de sa charge symbolique et politique.

La NDS 2026 insiste sur la “dissuasion par le déni”. Nous y voyons un paradoxe. Plus les États-Unis renforcent leurs capacités militaires autour de la Chine, plus ils nourrissent à Pékin la conviction qu'une confrontation future est envisagée comme possible, sinon probable. Cette dynamique crée une spirale de méfiance stratégique. Or, l'histoire montre que les conflits majeurs naissent rarement d'une intention claire, mais souvent d'une accumulation de perceptions erronées.

Il est également frappant de constater que la stratégie américaine sous-estime la dimension intérieure de la trajectoire chinoise. La Chine ne pense pas sa puissance uniquement en termes militaires. Elle la pense en termes de stabilité sociale, de développement économique et de continuité politique. Le temps chinois n'est pas celui de l'urgence stratégique, mais celui de la patience cumulative. Nous raisonnons en décennies, parfois en générations.

Sur le plan international, la Chine ne cherche pas à remplacer les États-Unis comme puissance hégémonique globale. Elle cherche à réduire sa vulnérabilité dans un monde dominé par des règles qu'elle n'a pas entièrement contribué à écrire. Sécuriser ses approvisionnements, ses routes commerciales et son environnement régional est, à nos yeux, un comportement rationnel, non agressif.

Enfin, la stratégie américaine semble croire que la pression renforcera la dissuasion. Notre lecture est plus nuancée. La pression constante, militaire et technologique, peut aussi produire l'effet inverse : elle accélère la recherche d'autonomie, la consolidation d'alliances alternatives et le durcissement doctrinal. La Chine ne cherche pas la confrontation, mais elle ne l'évitera pas au prix de sa sécurité fondamentale.

Si un dialogue stratégique est encore possible, il doit partir d'un principe simple : reconnaître que la Chine ne se perçoit pas comme un "problème à contenir", mais comme un acteur durable du système international. Toute stratégie fondée sur l'idée inverse risque de produire précisément ce qu'elle prétend éviter. »

Chapitre 7

La Russie : une menace sérieuse mais contenable

Dans la National Defense Strategy 2026, la Russie occupe une place à part. Elle n'est ni minimisée ni dramatisée à l'excès. Elle est décrite comme une menace réelle, persistante et dangereuse, mais structurellement contenable, à condition que les États-Unis et leurs alliés agissent avec cohérence. Cette caractérisation tranche avec les discours alarmistes qui ont parfois dominé le débat public depuis l'invasion de l'Ukraine, tout en évitant l'écueil inverse d'un désengagement précipité.

Le document reconnaît d'emblée la capacité de nuisance de la Russie. Moscou demeure une puissance militaire dotée d'une expérience opérationnelle significative, d'un appareil sécuritaire centralisé et, surtout, du plus vaste arsenal nucléaire au monde. La guerre en Ukraine a démontré que la Russie est capable de soutenir un effort militaire prolongé, malgré des sanctions économiques sévères et des pertes humaines importantes. Ce constat interdit toute lecture simpliste d'un affaiblissement rapide ou irréversible.

Cependant, la NDS 2026 insiste sur un point fondamental : la Russie n'est pas un rival systémique global comparable à la Chine. Son économie est relativement limitée, sa démographie défavorable, et sa capacité à projeter durablement de la puissance hors de son voisinage immédiat est contrainte. À l'échelle mondiale, Moscou ne dispose ni de la profondeur industrielle ni de l'influence économique nécessaires pour remodeler l'ordre international à son profit. Cette distinction est essentielle pour comprendre la hiérarchisation stratégique opérée par Washington.

Dans cette lecture, la Russie est avant tout une puissance régionale révisionniste, concentrée sur son environnement proche : Europe

orientale, Caucase, Arctique. Son comportement est jugé agressif, opportuniste et souvent fondé sur l'exploitation des failles politiques ou militaires de ses voisins. Mais cette agressivité n'équivaut pas à une capacité de domination globale. La NDS 2026 refuse donc de faire de la Russie l'axe central de la stratégie américaine, au risque de détourner des ressources nécessaires face à des défis plus structurants.

Cette approche se traduit par une redéfinition claire du rôle des États-Unis en Europe. Washington affirme son engagement au sein de l'OTAN et maintient la crédibilité de la dissuasion stratégique, notamment nucléaire. Mais le document est tout aussi clair sur un autre point : la défense conventionnelle de l'Europe doit être principalement assumée par les Européens eux-mêmes. Ce message, répété à plusieurs reprises, marque un changement profond dans la relation transatlantique.

La NDS 2026 s'appuie ici sur un argument chiffré et difficilement contestable : les économies européennes, prises collectivement, surpassent largement celle de la Russie. En termes de population, de richesse et de potentiel industriel, l'Europe dispose des moyens nécessaires pour assurer sa sécurité. Si ce potentiel n'a pas été pleinement mobilisé, le document en attribue la responsabilité à des choix politiques, et non à des contraintes structurelles.

La guerre en Ukraine est présentée comme un révélateur brutal de cette réalité. Elle a montré à la fois la dangerosité de la Russie et les lacunes des capacités européennes : insuffisance des stocks de munitions, dépendance aux systèmes américains, lenteur des processus industriels. Pour Washington, cette guerre confirme la nécessité d'un rééquilibrage des responsabilités. L'aide américaine reste cruciale, mais elle n'est plus conçue comme un substitut durable à l'effort européen.

La NDS 2026 insiste sur le fait que l'objectif n'est pas d'abandonner l'Europe, mais de normaliser la relation stratégique. Les États-Unis demeurent un acteur clé, mais ils refusent désormais d'être le pilier unique de la sécurité du continent. Cette évolution est présentée comme bénéfique pour les deux parties : elle permet aux États-Unis de concentrer leurs ressources sur des priorités globales, et à l'Europe de renforcer son autonomie stratégique réelle, au-delà des déclarations politiques.

Dans le même temps, la stratégie ne sous-estime pas les risques spécifiques posés par la Russie. Le document souligne la modernisation continue de l'arsenal nucléaire russe, le développement de capacités cyber et spatiales, ainsi que l'usage assumé de stratégies hybrides. Désinformation, pressions énergétiques, cyberattaques et instrumentalisation de crises régionales sont décrites comme des outils centraux de la boîte à outils russe. Ces menaces, bien que souvent en dessous du seuil de la guerre ouverte, peuvent avoir des effets déstabilisateurs majeurs.

Face à cela, la réponse américaine se veut calibrée. Il ne s'agit pas de provoquer une escalade permanente, mais de maintenir une posture suffisamment robuste pour dissuader toute agression directe contre les alliés de l'OTAN. La dissuasion nucléaire reste la garantie ultime, tandis que les capacités conventionnelles américaines en Europe sont ajustées pour soutenir, et non remplacer, les forces européennes.

Un autre aspect important de la lecture américaine concerne la temporalité du conflit avec la Russie. La NDS 2026 considère que la rivalité avec Moscou s'inscrit dans un cycle plus court et plus prévisible que celui avec la Chine. La Russie est perçue comme un acteur cherchant à maximiser son influence à court et moyen terme, en exploitant des fenêtres d'opportunité. Cette caractéristique rend la

menace plus immédiate dans certaines régions, mais aussi plus gérable sur le plan stratégique.

Le document évoque également la question des coalitions opportunistes. La possibilité d'une coordination tacite ou explicite entre la Russie et d'autres adversaires des États-Unis est prise en compte, notamment dans un scénario de crises simultanées. Toutefois, la NDS 2026 estime que les intérêts russes et chinois ne sont pas suffisamment alignés pour constituer une alliance stratégique durable et cohérente. Cette appréciation contribue à relativiser le risque d'un front unifié.

Pour l'Europe, cette lecture américaine a des implications majeures. Elle signifie que le temps de l'ambiguïté est terminé. Les Européens sont confrontés à un choix stratégique clair : investir massivement dans leur défense, ou accepter une influence américaine plus distante et conditionnelle. La NDS 2026 ne dicte pas la réponse européenne, mais elle en fixe le cadre.

Il convient enfin de souligner que la stratégie américaine ne ferme pas la porte à une stabilisation des relations avec la Russie. Le document ne parle ni de changement de régime ni d'isolement total. Il évoque la possibilité d'une coexistence conflictuelle mais maîtrisée, fondée sur des lignes rouges claires et une dissuasion crédible. La Russie est perçue comme un acteur avec lequel il faut compter, non comme un ennemi à éliminer.

En définitive, la National Defense Strategy 2026 propose une lecture réaliste et désenchantée de la Russie. Elle reconnaît sa dangerosité sans en faire un épouvantail stratégique universel. Elle refuse de sacrifier les priorités globales américaines à une fixation européenne, tout en maintenant les garde-fous nécessaires pour prévenir toute

escalade majeure. Cette approche, exigeante pour les alliés européens, marque un tournant durable dans la relation transatlantique.

Chapitre 8

L'Europe : alliée stratégique, mais devenue secondaire

L'un des messages les plus sensibles – et sans doute les plus mal reçus en Europe – de la National Defense Strategy 2026 est celui-ci : l'Europe reste une alliée stratégique, mais elle n'est plus une priorité centrale. Cette formule, jamais énoncée aussi frontalement dans les documents officiels américains, résume pourtant fidèlement l'esprit de la stratégie. Elle ne signifie ni rupture, ni hostilité, mais une requalification du lien transatlantique à l'aune des nouvelles priorités américaines.

Pendant plus de sept décennies, l'Europe a constitué le théâtre principal de l'engagement stratégique américain hors du territoire national. De la Guerre froide à l'élargissement de l'OTAN, en passant par les guerres balkaniques et la dissuasion face à l'Union soviétique, la sécurité européenne a été pensée comme indissociable de la sécurité américaine. La NDS 2026 considère que cette équation n'est plus valable dans les mêmes termes.

Le document part d'un constat simple : le centre de gravité du monde s'est déplacé. Sur le plan économique, démographique et technologique, l'Indo-Pacifique concentre désormais les dynamiques structurantes du XXI^e siècle. À l'inverse, l'Europe représente une part décroissante de la croissance mondiale et de l'innovation stratégique. Cette réalité n'est pas formulée comme un jugement de valeur, mais comme un fait structurant pour la hiérarchisation des priorités américaines.

Dans cette nouvelle lecture, l'Europe n'est pas un espace abandonné, mais un espace stabilisé. Contrairement à l'Indo-Pacifique ou à certaines régions du Moyen-Orient, le continent européen ne fait pas face à une menace systémique globale. La Russie est dangereuse,

mais elle n'est ni économiquement ni industriellement en mesure de dominer l'Europe dans son ensemble. Ce point est martelé dans la NDS 2026 : la disproportion entre les capacités européennes et russes est telle que la dépendance sécuritaire européenne ne peut plus être justifiée par des arguments objectifs.

Ce raisonnement conduit à une conclusion stratégique lourde : la défense conventionnelle de l'Europe doit devenir une responsabilité européenne. Les États-Unis maintiennent leur rôle dans la dissuasion nucléaire et dans la cohésion politique de l'OTAN, mais ils refusent désormais d'assumer le rôle de garant exclusif de la sécurité du continent. Ce refus n'est pas présenté comme une sanction, mais comme une correction d'un déséquilibre jugé malsain à long terme.

La guerre en Ukraine joue ici un rôle de catalyseur. Pour Washington, ce conflit a confirmé deux choses simultanément. D'une part, la Russie reste capable d'une violence militaire massive et d'une stratégie d'usure. D'autre part, l'Europe, malgré son soutien politique à Kiev, a révélé ses limites capacitaires : stocks insuffisants, dépendance technologique, lenteur industrielle, fragmentation des chaînes de décision. La NDS 2026 interprète ces faiblesses non comme une fatalité, mais comme le produit de choix politiques prolongés.

C'est dans ce contexte qu'apparaît l'exigence américaine d'un nouveau partage du fardeau. Le seuil de 5 % du PIB consacré à la défense et à la sécurité, évoqué dans la stratégie, n'est pas seulement budgétaire. Il est symbolique. Il marque une rupture avec l'ère où les engagements européens étaient évalués à l'aune des déclarations politiques plutôt que des capacités réelles. Désormais, l'alliance est conditionnée à l'effort concret.

Cette conditionnalité redéfinit la nature même de l’OTAN. L’Alliance n’est plus conçue comme une assurance automatique, mais comme une architecture de responsabilité partagée. Les États qui investissent, modernisent et se préparent sont considérés comme des alliés crédibles. Les autres s’exposent à une marginalisation progressive dans les priorités américaines. Ce glissement est discret dans la forme, mais radical dans ses implications.

Pour l’Union européenne, cette évolution pose un dilemme stratégique majeur. Depuis des années, le discours sur l’« autonomie stratégique » oscille entre ambition politique et flou opérationnel. La NDS 2026, sans jamais citer directement ce concept, oblige l’Europe à passer de la rhétorique à la réalité. Soit le continent accepte de construire une capacité militaire crédible, coordonnée et industrialisée, soit il accepte de rester dépendant d’un allié désormais moins disponible.

Cette situation révèle aussi les fractures internes européennes. Tous les États membres ne perçoivent pas les menaces de la même manière, ni avec la même intensité. Les pays d’Europe orientale restent profondément attachés à la garantie américaine, tandis que d’autres plaident pour une montée en puissance européenne plus autonome. La stratégie américaine ne tranche pas ces débats, mais elle les rend incontournables.

Un autre aspect important de la requalification européenne concerne la projection de puissance hors du continent. La NDS 2026 est claire : les ressources européennes doivent d’abord être consacrées à la sécurité du continent lui-même. Les ambitions globales de l’Europe, qu’elles soient diplomatiques ou militaires, sont implicitement reléguées au second plan. Dans la vision américaine, une Europe crédible est d’abord une Europe capable de se défendre chez elle.

Ce repositionnement a également des conséquences industrielles. Washington encourage une coopération transatlantique renforcée, mais sur des bases plus équilibrées. L'objectif n'est plus de fournir des équipements clés à des alliés passifs, mais de construire une base industrielle occidentale capable de produire à grande échelle. Là encore, l'effort est attendu en priorité du côté européen.

Il serait toutefois erroné d'interpréter la NDS 2026 comme un désintérêt total pour l'Europe. Le document insiste sur la valeur politique et historique de l'alliance transatlantique. Il reconnaît que l'Europe reste un partenaire essentiel sur le plan diplomatique, économique et normatif. Mais cette reconnaissance ne s'accompagne plus d'un engagement militaire illimité. L'Europe compte, mais elle ne structure plus à elle seule la stratégie américaine.

Ce déclassement relatif est peut-être le point le plus difficile à accepter pour les élites européennes. Il remet en cause une habitude stratégique profondément ancrée : celle d'une centralité européenne dans la vision du monde occidentale. La NDS 2026 acte un changement d'époque. Le XXI^e siècle ne sera pas euro-centré, et la politique américaine s'adapte à cette réalité.

En définitive, l'Europe apparaît dans la National Defense Strategy 2026 comme un partenaire à un tournant. Elle n'est ni abandonnée ni protégée par défaut. Elle est confrontée à une exigence de maturité stratégique. La question posée n'est plus de savoir si les États-Unis défendront l'Europe, mais dans quelles conditions et à quel prix. La réponse dépendra moins de Washington que des choix que feront les Européens eux-mêmes dans les années à venir.

Regard d'un diplomate européen

Lecture de la stratégie américaine depuis une capitale européenne

« En Europe, la lecture de la National Defense Strategy 2026 provoque un sentiment mêlé de lucidité et d'inconfort. Lucidité, parce que ce texte dit enfin ce que beaucoup soupçonnaient sans vouloir l'admettre : l'Europe n'est plus le centre de gravité stratégique des États-Unis. Inconfort, parce que cette réalité met à nu nos propres contradictions, longtemps dissimulées derrière le confort de l'alliance atlantique.

Pour un diplomate européen, la première impression n'est pas celle d'un abandon, mais d'un déclassement relatif assumé. Les États-Unis ne quittent pas l'Europe ; ils la reclassent. Ils la considèrent désormais comme un espace stratégique stabilisé, ou du moins gérable, à condition que les Européens prennent enfin en charge l'essentiel de leur sécurité conventionnelle. Ce message n'est pas nouveau, mais il n'a jamais été formulé avec une telle clarté.

La NDS 2026 agit comme un miroir peu flatteur. Elle révèle une Europe qui, malgré son poids économique, reste stratégiquement fragmentée. Les discours sur l'autonomie stratégique se sont multipliés, mais les capacités réelles peinent à suivre. Pour Washington, cette dissonance affaiblit la crédibilité européenne. On ne peut pas, simultanément, réclamer une place centrale dans les décisions stratégiques et refuser d'en assumer le coût politique, budgétaire et industriel.

La guerre en Ukraine a joué un rôle de révélateur brutal. Du point de vue américain, elle a confirmé deux choses : d'une part, que l'Europe reste incapable de soutenir seule un conflit de haute intensité dans la durée ; d'autre part, que la dépendance aux capacités américaines

demeure massive, qu'il s'agisse du renseignement, de la logistique ou de l'armement. Ce constat n'est pas formulé avec hostilité, mais avec une forme de lassitude stratégique.

Il serait toutefois erroné de croire que l'Europe est perçue comme inutile. Elle reste un allié essentiel sur le plan politique, normatif et économique. Mais elle n'est plus le théâtre où se joue l'avenir de l'ordre mondial. Ce basculement vers l'Indo-Pacifique n'est pas une trahison, c'est une conséquence logique de l'évolution des rapports de puissance. Le problème européen n'est pas ce choix américain ; c'est notre lenteur à en tirer toutes les conséquences.

Pour beaucoup de diplomates européens, la stratégie américaine pose une question dérangeante : l'Europe veut-elle réellement devenir un acteur stratégique, ou préfère-t-elle rester un espace protégé ? Tant que cette question n'est pas tranchée, les États-Unis continueront de douter. La NDS 2026 n'impose pas une autonomie européenne ; elle la rend simplement incontournable à moyen terme.

Il existe également, en Europe, une inquiétude moins avouée : celle d'une alliance devenue plus transactionnelle. La solidarité automatique, qui fondait l'OTAN dans l'imaginaire collectif européen, laisse place à une logique conditionnelle. Effort de défense, résilience politique, stabilité interne : autant de critères désormais scrutés à Washington. Cette évolution bouscule une culture stratégique européenne longtemps fondée sur la délégation.

La fracture interne européenne complique encore la situation. Les perceptions diffèrent profondément entre l'Est et l'Ouest, entre le Nord et le Sud. Pour certains États, la protection américaine reste existentielle ; pour d'autres, elle est devenue un acquis presque abstrait. Cette hétérogénéité affaiblit la capacité de l'Europe à parler d'une seule voix, et renforce, paradoxalement, la position américaine :

Washington n'a plus face à lui un partenaire stratégique unifié, mais une mosaïque de sensibilités nationales.

Pour autant, la NDS 2026 peut être vue comme une opportunité. En clarifiant les priorités américaines, elle met fin à l'ambiguïté stratégique dans laquelle l'Europe s'est longtemps installée. Elle oblige les capitales européennes à sortir du déni. Le temps où l'on pouvait se contenter d'un discours stratégique sans traduction capacitaire est révolu.

Du point de vue européen, le véritable risque n'est pas le retrait américain, mais l'inaction européenne. Une Europe qui n'investit pas, qui ne coordonne pas ses industries de défense, qui ne stabilise pas son environnement proche, se condamne à un rôle secondaire durable. La stratégie américaine ne crée pas ce risque ; elle le révèle.

En définitive, la NDS 2026 ne ferme pas la porte à l'Europe. Elle la laisse entrouverte, à une condition implicite mais claire : que l'Europe décide enfin ce qu'elle veut être dans un monde de puissances. Alliée protégée ou partenaire stratégique. L'ambiguïté, elle, n'est plus une option. »

Chapitre 9

L'Ukraine comme révélateur du basculement stratégique

Dans la National Defense Strategy 2026, la guerre en Ukraine n'est pas seulement un conflit régional majeur ; elle est un révélateur stratégique. Un miroir tendu à l'Europe, mais aussi aux États-Unis eux-mêmes. Plus qu'un épisode parmi d'autres, l'Ukraine cristallise les transformations profondes de la posture américaine, la redéfinition des alliances et la hiérarchisation des menaces opérée par Washington. À bien des égards, ce conflit marque la fin d'une époque.

Pendant les premières années de la guerre, l'engagement américain a été massif, rapide et décisif. Aide militaire, soutien en renseignement, appui diplomatique : les États-Unis ont joué un rôle central dans la capacité de résistance ukrainienne. Cette implication répondait à plusieurs objectifs simultanés : contenir l'agression russe, rassurer les alliés européens et démontrer la crédibilité de l'OTAN. Mais la NDS 2026 suggère clairement que cette phase appartient désormais au passé.

Le document opère un glissement discret mais fondamental : l'Ukraine devient d'abord une responsabilité européenne. Washington ne nie ni l'importance du conflit ni les enjeux normatifs qu'il soulève, mais il refuse désormais d'en faire un axe structurant de sa stratégie globale. Cette évolution ne relève pas d'un désengagement moral, mais d'un recalibrage stratégique assumé. L'Ukraine est essentielle pour l'Europe ; elle est importante, mais non existentielle, pour les États-Unis.

Ce basculement repose sur une lecture froide du rapport de force. La NDS 2026 insiste sur un point souvent évité dans les débats publics : à l'échelle mondiale, la Russie ne constitue pas la menace la plus grave pour les intérêts vitaux américains. La rivalité avec la Chine, la

défense du territoire national et la stabilité de l’Indo-Pacifique preminent désormais. Continuer à concentrer l’essentiel des ressources américaines sur le front ukrainien serait, selon cette logique, une erreur stratégique.

L’Ukraine apparaît ainsi comme un test de maturité stratégique pour l’Europe. Le conflit a mis en lumière les dépendances européennes : dépendance aux capacités américaines de renseignement, aux systèmes d’armes clés, à la logistique, mais aussi à la volonté politique de Washington. La NDS 2026 considère que cette situation n’est plus soutenable. Si l’Europe se perçoit comme un acteur stratégique, elle doit en assumer les conséquences concrètes.

Ce message est d’autant plus fort que la guerre en Ukraine a révélé une réalité brutale : la guerre moderne est une guerre d’attrition industrielle. Les stocks de munitions, la capacité à produire à grande échelle, la résilience des chaînes logistiques sont devenus des facteurs décisifs. Or, sur ce terrain, l’Europe a montré ses limites. La NDS 2026 utilise implicitement l’exemple ukrainien pour justifier son insistance sur la base industrielle de défense, tant américaine qu’alliée.

Dans cette perspective, le soutien à l’Ukraine n’est plus conçu comme un engagement ouvert dans le temps, mais comme un levier de transition. Les États-Unis continueront d’apporter un appui ciblé, mais l’objectif est clair : transférer progressivement la charge politique, financière et militaire aux Européens. Ce transfert n’est pas présenté comme une rupture brutale, mais comme une évolution inévitable.

La stratégie américaine assume également une forme de réalisme politique vis-à-vis de l’issue du conflit. Sans entrer dans le détail de scénarios diplomatiques, la NDS 2026 laisse entendre que la fin de la

guerre ne sera ni totale ni idéale. Elle suggère que la stabilisation, même imparfaite, pourrait devenir un objectif acceptable si elle permet de réduire le risque d'escalade et de libérer des ressources stratégiques. Cette approche contraste avec les discours maximalistes entendus dans certaines capitales européennes.

L'Ukraine devient ainsi un cas d'école de la paix par la force, telle que définie dans la stratégie. L'objectif n'est pas nécessairement la victoire totale, mais la création de conditions dissuasives suffisamment solides pour empêcher une reprise immédiate du conflit. Cette logique s'inscrit dans une vision plus large de la gestion des conflits : limiter les coûts, éviter l'escalade globale et préserver les priorités stratégiques de long terme.

Un autre enseignement majeur du conflit ukrainien concerne la crédibilité des alliances. La NDS 2026 souligne que l'engagement américain a été déterminant, mais qu'il ne peut pas devenir un précédent automatique. Si chaque crise européenne exige une mobilisation américaine de cette ampleur, alors la capacité des États-Unis à répondre à d'autres menaces majeures serait compromise. Le cas ukrainien est donc utilisé comme un avertissement : la solidarité a des limites opérationnelles.

Pour les pays d'Europe de l'Est, cette évolution est source d'inquiétude. Leur sécurité a longtemps reposé sur une présence américaine forte et visible. La NDS 2026 ne remet pas en cause les garanties fondamentales de l'OTAN, mais elle en modifie l'esprit. La dissuasion demeure, mais elle s'appuie de plus en plus sur la capacité des alliés à agir en première ligne. Cette redéfinition exige une adaptation rapide, tant sur le plan militaire que politique.

Du point de vue américain, l'Ukraine a également mis en lumière les risques de crises simultanées. La stratégie évoque explicitement la

possibilité que plusieurs adversaires agissent de manière coordonnée ou opportuniste. Dans un tel scénario, un engagement prolongé et intensif en Europe pourrait limiter la capacité de réaction américaine ailleurs, notamment en Indo-Pacifique. Le conflit ukrainien devient ainsi un argument central en faveur de la hiérarchisation stricte des menaces.

Il faut aussi souligner la dimension symbolique du cas ukrainien. Pour Washington, il marque la fin de l'illusion selon laquelle la stabilité européenne serait définitivement acquise. Mais il marque aussi la fin de l'illusion inverse : celle d'une dépendance européenne éternelle acceptable. La NDS 2026 ne nie pas la valeur de l'alliance transatlantique, mais elle en redéfinit les termes de manière plus exigeante.

Enfin, l'Ukraine révèle une tension profonde entre discours et capacités. Les valeurs, les principes et les normes ont occupé une place centrale dans la mobilisation politique autour du conflit. Mais la NDS 2026 rappelle, en creux, une vérité stratégique ancienne : les valeurs sans capacités ne suffisent pas. La crédibilité internationale repose sur la capacité à soutenir ses engagements dans la durée, y compris matériellement et industriellement.

En ce sens, l'Ukraine n'est pas seulement un théâtre de guerre ; elle est un révélateur des limites du modèle de sécurité européen tel qu'il a fonctionné depuis la fin de la Guerre froide. Elle oblige les Européens à se poser des questions fondamentales sur leur autonomie réelle, leur cohésion stratégique et leur volonté politique. Les États-Unis, à travers la NDS 2026, indiquent clairement qu'ils n'entendent plus différer ces interrogations.

En définitive, la guerre en Ukraine agit comme un accélérateur. Elle précipite le basculement stratégique américain, clarifie les priorités de

Washington et redistribue les responsabilités au sein de l'alliance occidentale. Pour l'Europe, le message est clair : le temps de la protection automatique touche à sa fin. Pour les États-Unis, l'Ukraine marque la transition entre un monde hérité du XX^e siècle et une compétition stratégique résolument tournée vers le XXI^e.

Regard d'un diplomate ukrainien

Lecture de la stratégie américaine depuis Kyiv

« Pour un diplomate ukrainien, la National Defense Strategy 2026 se lit avec une attention particulière, presque douloureuse. Non parce qu'elle serait hostile à l'Ukraine, mais parce qu'elle révèle une vérité que nous connaissons déjà : notre guerre est centrale pour nous, mais elle ne l'est plus nécessairement pour le monde. Et surtout, elle ne l'est plus de la même manière pour les États-Unis.

Depuis Kyiv, la stratégie américaine apparaît à la fois comme un soutien et comme une mise à distance. Le soutien est réel, concret, mesurable : assistance militaire, renseignement, aide financière, mobilisation diplomatique. Mais la mise à distance l'est tout autant. L'Ukraine est intégrée dans une logique de gestion stratégique, non dans une logique existentielle. Or, pour nous, cette guerre n'est pas un dossier parmi d'autres : c'est une question de survie nationale.

La NDS 2026 parle de priorités, de hiérarchisation, de soutenabilité. Ces mots sont rationnels. Ils sont compréhensibles. Mais ils entrent parfois en collision avec notre réalité quotidienne. Lorsque l'on vit sous les frappes, lorsque l'on enterre ses morts, lorsque l'on reconstruit une ville bombardée, la notion de "conflit gérable" prend une autre signification. Pour l'Ukraine, il n'existe pas de statu quo acceptable.

Du point de vue américain, la guerre en Ukraine est un révélateur stratégique. Elle démontre la capacité de l’Occident à soutenir un partenaire sans s’engager directement. Elle affaiblit la Russie à un coût maîtrisé. Elle renforce la cohésion transatlantique. Du point de vue ukrainien, elle est d’abord une épreuve humaine, politique et historique. Cette différence de regard n’est pas une trahison ; c’est une asymétrie de position.

Ce qui inquiète Kyiv, à la lecture de la stratégie américaine, ce n’est pas un abandon brutal, mais une fatigue progressive. Une fatigue stratégique, budgétaire, politique. Nous la percevons dans les débats publics, dans les calendriers électoraux, dans les conditionnalités croissantes. Nous comprenons que les États-Unis doivent penser le monde entier, et pas seulement l’Ukraine. Mais nous savons aussi que les guerres se perdent souvent moins sur le champ de bataille que dans la durée du soutien.

La NDS 2026 évoque implicitement un transfert de responsabilité vers l’Europe. Sur le principe, cette évolution est logique. Sur le terrain, elle est inquiétante. L’Europe a montré une solidarité politique forte, mais ses capacités restent inégales, fragmentées, parfois lentes. Pour l’Ukraine, chaque retard se paie en vies humaines. Chaque hésitation stratégique est immédiatement exploitée par Moscou.

Il y a également, dans la stratégie américaine, une volonté de contenir l’escalade. Là encore, la logique est compréhensible. Mais du point de vue ukrainien, la peur de l’escalade ne doit pas devenir un frein structurel à la victoire. Une guerre qui s’éternise sans perspective claire d’issue est, pour nous, le scénario le plus dangereux. Elle épouse la société, fragilise les institutions et nourrit l’instabilité régionale.

Pourtant, malgré ces inquiétudes, la lecture ukrainienne de la NDS 2026 n’est pas cynique. Nous savons que les États-Unis restent un

acteur clé. Nous savons que sans leur soutien, l’Ukraine n’aurait pas tenu. Mais nous comprenons aussi que ce soutien s’inscrit désormais dans une logique plus large, où l’Ukraine est un élément — crucial, mais non exclusif — d’un équilibre global.

Cette prise de conscience nous oblige, nous aussi, à évoluer. L’Ukraine ne peut pas se penser uniquement comme un bénéficiaire de solidarité. Elle doit se penser comme un futur acteur de sécurité européenne, capable de contribuer à la stabilité du continent. C’est peut-être l’un des enseignements les plus durs, mais aussi les plus structurants, de cette guerre.

En définitive, la National Defense Strategy 2026 nous rappelle une vérité inconfortable : les grandes puissances soutiennent des causes, mais elles défendent avant tout des intérêts. Pour l’Ukraine, cela signifie une chose essentielle : notre avenir dépendra de notre capacité à durer, à convaincre, et à nous inscrire dans le temps long des stratégies occidentales. L’histoire ne nous a pas laissé le choix. Nous devons être à la hauteur de cette épreuve — même lorsque le monde commence à regarder ailleurs. »

Chapitre 10

Le Moyen-Orient : délégation stratégique et puissances régionales

Dans la National Defense Strategy 2026, le Moyen-Orient n'occupe plus la place centrale qui fut la sienne pendant près de trois décennies. Cette évolution ne relève ni de l'oubli ni du désintérêt, mais d'un repositionnement stratégique assumé. La région reste importante, instable et potentiellement dangereuse, mais elle n'est plus considérée comme le cœur des intérêts vitaux américains. La NDS 2026 acte ainsi un changement profond : le Moyen-Orient n'est plus un théâtre à administrer directement, mais un espace où les États-Unis entendent déléguer la sécurité aux acteurs régionaux, tout en conservant des leviers décisifs.

Le diagnostic américain est clair. Les engagements massifs du passé — Irak, Afghanistan, interventions prolongées contre des groupes terroristes — ont coûté cher en vies humaines, en ressources et en crédibilité stratégique. Surtout, ils n'ont pas produit les résultats politiques durables espérés. La NDS 2026 tire de cette expérience une conclusion sans ambiguïté : le nation-building est une impasse stratégique. Stabiliser durablement le Moyen-Orient par une présence militaire américaine directe n'est ni réaliste ni souhaitable.

Pour autant, le document ne prône pas un retrait total. Il adopte une logique plus sélective, fondée sur trois principes : empêcher l'émergence de menaces directes contre le territoire américain, garantir la liberté de navigation et de circulation énergétique, et préserver un équilibre régional dissuasif. Tout le reste — réforme politique, reconstruction, médiation régionale — est explicitement renvoyé aux acteurs locaux.

Cette délégation stratégique repose d'abord sur un constat : les puissances régionales disposent désormais de capacités militaires et

économiques significatives. Israël, les pays du Golfe, la Turquie et, dans une moindre mesure, l'Égypte sont présentés comme des acteurs capables de prendre en charge leur propre sécurité, à condition d'être soutenus de manière ciblée. La NDS 2026 rompt ainsi avec la vision d'un Moyen-Orient structurellement dépendant de la protection américaine.

Israël occupe une place particulière dans cette architecture. Le document le décrit comme un allié modèle, capable et disposé à se défendre seul, tout en contribuant à la stabilité régionale. Les opérations militaires récentes sont présentées comme la démonstration de cette autonomie stratégique. Pour Washington, l'objectif n'est plus de contraindre Israël par une gestion politique prudente, mais de lui donner les moyens d'agir efficacement, dans le cadre d'intérêts convergents. Cette approche tranche avec certaines périodes de tension diplomatique et marque un alignement stratégique assumé.

Les pays du Golfe sont également appelés à jouer un rôle accru. La NDS 2026 souligne leur montée en puissance militaire, leur capacité financière et leur intérêt direct à contenir les menaces régionales, en particulier celles liées à l'Iran et à ses réseaux d'influence. Les États-Unis se positionnent ici comme un facilitateur stratégique : ventes d'armes, coopération technologique, partage de renseignement, mais sans engagement direct prolongé au sol.

La question iranienne illustre parfaitement cette nouvelle doctrine. L'Iran est décrit comme affaibli mais toujours dangereux. Ses capacités conventionnelles et ses réseaux de proxies ont été sévèrement dégradés, mais sa volonté de nuisance demeure. La NDS 2026 affirme une ligne rouge claire : l'Iran ne doit pas accéder à l'arme nucléaire. Cette position est présentée comme non négociable. En revanche, la gestion quotidienne de la rivalité avec Téhéran est de plus en plus externalisée vers les partenaires régionaux.

Cette approche reflète une évolution de fond : Washington ne cherche plus à être l’arbitre permanent du Moyen-Orient. Il se réserve le droit d’intervenir de manière décisive si ses intérêts vitaux sont menacés, mais refuse désormais de s’impliquer dans chaque crise locale. Les frappes ponctuelles, les opérations de dissuasion ciblées et la protection des voies maritimes remplacent les déploiements massifs et les missions de stabilisation.

La liberté de navigation reste néanmoins un enjeu central. Le document insiste sur la nécessité de garantir la sécurité des détroits stratégiques et des routes énergétiques. Toute tentative de perturbation durable de ces flux est considérée comme une menace directe aux intérêts américains et mondiaux. Sur ce point, la posture américaine demeure ferme et non déléguée.

Un autre pilier de la stratégie moyen-orientale concerne l’intégration régionale. La NDS 2026 valorise explicitement les dynamiques de coopération entre acteurs locaux, notamment celles issues des accords de normalisation. Ces initiatives sont perçues comme des multiplicateurs de stabilité, capables de réduire la dépendance vis-à-vis des États-Unis. Washington se positionne en soutien diplomatique et sécuritaire, mais sans chercher à diriger ces processus.

Cette logique s’étend également à la lutte contre le terrorisme. La NDS 2026 adopte une approche résolument pragmatique : le terrorisme n’est traité comme une priorité stratégique que lorsqu’il présente une menace directe pour le territoire américain. Les groupes locaux ou régionaux sont considérés comme relevant d’abord de la responsabilité des États concernés. Les États-Unis conservent des capacités de frappe et de renseignement, mais refusent de se substituer aux acteurs locaux sur le long terme.

Ce désengagement relatif n'est pas sans risques. La délégation stratégique suppose que les acteurs régionaux soient capables de coopérer durablement, de gérer leurs rivalités et d'éviter les escalades incontrôlées. La NDS 2026 en est consciente, mais considère que ces risques sont préférables à ceux d'un enlisement américain permanent. Le pari est clair : une région responsabilisée est, à terme, plus stable qu'une région sous tutelle.

Sur le plan symbolique, ce repositionnement marque la fin d'un cycle. Le Moyen-Orient a longtemps été perçu comme le baromètre de la crédibilité américaine. Chaque crise, chaque conflit y était interprété comme un test de puissance. La NDS 2026 rompt avec cette logique. La crédibilité américaine se joue désormais ailleurs : dans la capacité à défendre le territoire national, à dissuader la Chine et à maintenir un équilibre global.

Pour les partenaires régionaux, ce changement impose une adaptation rapide. La protection américaine n'est plus automatique, mais conditionnée à la convergence d'intérêts et à l'effort propre. Cette nouvelle donne favorise les acteurs capables d'anticiper, d'investir et de coopérer, tout en marginalisant ceux qui comptaient sur l'intervention systématique de Washington.

En définitive, le Moyen-Orient tel qu'il apparaît dans la National Defense Strategy 2026 est une région déclassée en termes de priorité globale, mais toujours sensible. Les États-Unis y restent présents, mais autrement : moins de soldats, plus de leviers ; moins de gestion directe, plus de dissuasion ciblée. Cette évolution reflète une Amérique qui accepte enfin que sa puissance ne peut pas tout régler, partout, tout le temps.

Regard d'un diplomate du Moyen-Orient

Lecture de la “délégation stratégique” américaine depuis la région

« Dans le Moyen-Orient, la National Defense Strategy 2026 ne suscite ni surprise ni indignation. Elle suscite surtout une forme de lucidité désabusée. Pour beaucoup d'entre nous, ce texte ne fait que mettre par écrit une réalité déjà perceptible depuis plusieurs années : les États-Unis ne veulent plus être le gestionnaire permanent de nos crises. Ils veulent rester présents, influents, décisifs parfois, mais plus responsables à notre place.

La notion de “délégation stratégique” est, vue depuis la région, à la fois compréhensible et inquiétante. Compréhensible, parce que les interventions américaines passées ont laissé des traces profondes : États fragilisés, sociétés fracturées, conflits gelés plutôt que résolus. Inquiétante, parce que cette délégation intervient dans une région où les équilibres sont instables, les rivalités structurelles et les mécanismes de désescalade fragiles.

Du point de vue régional, la stratégie américaine repose sur une hypothèse forte : celle d'un Moyen-Orient désormais capable d'assumer sa propre sécurité. Cette hypothèse est partiellement vraie. Les capacités militaires de plusieurs États se sont considérablement renforcées. Les armées sont plus professionnelles, les budgets plus élevés, les technologies plus avancées. Mais la capacité militaire ne se confond pas avec la capacité stratégique collective. Or, c'est précisément là que réside la fragilité.

La NDS 2026 semble considérer que la montée en puissance des acteurs régionaux suffit à garantir un équilibre. Sur le terrain, cet équilibre est souvent précaire. Les rivalités ne sont pas seulement militaires ; elles sont idéologiques, religieuses, identitaires. Elles

traversent les sociétés autant que les États. En se retirant partiellement du rôle d'arbitre, les États-Unis laissent un vide que personne n'est pleinement prêt à combler de manière stabilisatrice.

La question iranienne illustre cette ambivalence. Pour Washington, l'Iran est une menace à contenir, affaiblie mais persistante. Pour les pays de la région, l'Iran est une présence quotidienne, diffuse, enracinée dans des réseaux politiques, militaires et sociaux. La dissuasion américaine à distance ne neutralise pas ces dynamiques. Elle les encadre, parfois, mais elle ne les dissout pas. La délégation stratégique signifie alors une chose très concrète : nous vivons avec le risque, tandis que d'autres en gèrent les lignes rouges.

Du côté israélien, cette délégation est perçue comme une reconnaissance de maturité stratégique. Israël se sait capable d'agir seul, et la stratégie américaine l'entérine. Pour d'autres acteurs régionaux, la situation est plus ambiguë. L'autonomie stratégique suppose une cohérence politique interne, une légitimité régionale et une capacité à absorber les chocs. Tous ne disposent pas de ces trois éléments simultanément.

Il existe aussi une lecture plus pragmatique de la stratégie américaine : la délégation est une forme de désengagement ordonné, destinée à libérer des ressources pour d'autres théâtres jugés plus décisifs. Cette lecture n'est pas condamnée dans la région ; elle est comprise. Mais elle modifie profondément les calculs. Lorsque la garantie américaine devient conditionnelle, chaque acteur régional est tenté de renforcer ses propres capacités, parfois au détriment de la stabilité collective.

La NDS 2026 valorise les coopérations régionales et les dynamiques de normalisation. Depuis la région, ces initiatives sont vues comme positives, mais insuffisantes. La coopération stratégique ne se décrète pas par accords diplomatiques. Elle se construit dans le temps, sur

fond de confiance, et surtout de mécanismes de gestion de crise. Or, le Moyen-Orient reste pauvre en architectures de sécurité inclusives.

Ce que beaucoup redoutent, ce n'est pas tant le départ des États-Unis que leur imprévisibilité résiduelle. Une présence réduite mais décisive peut parfois être plus déstabilisante qu'une présence constante. Les frappes ponctuelles, les signaux contradictoires, les lignes rouges floues peuvent nourrir des erreurs de calcul. Dans une région déjà saturée de tensions, la clarté stratégique est aussi importante que la puissance militaire.

En définitive, la National Defense Strategy 2026 est lue au Moyen-Orient comme un texte de vérité partielle. Elle dit ce que les États-Unis ne veulent plus faire. Elle dit moins clairement ce qu'ils sont prêts à faire durablement pour accompagner la transition vers une sécurité régionale assumée. La délégation stratégique peut être une opportunité de responsabilisation. Elle peut aussi devenir un facteur d'instabilité si elle n'est pas accompagnée d'un engagement politique soutenu.

Depuis la région, une chose est certaine : le Moyen-Orient entre dans une ère où il devra compter d'abord sur lui-même. Reste à savoir si cette autonomie contrainte produira davantage de stabilité — ou si elle révélera, au contraire, l'absence d'un véritable équilibre régional.

»

Chapitre 11

L'Afrique : périphérie stratégique et priorité antiterroriste

Dans la National Defense Strategy 2026, l'Afrique occupe une place discrète, presque marginale, mais révélatrice. Le continent n'est ni ignoré ni central. Il est traité comme une périphérie stratégique, un espace où les États-Unis n'entendent plus projeter une ambition politique ou idéologique, mais où ils restent attentifs à un risque précis : l'émergence de menaces capables de frapper directement leurs intérêts vitaux. Cette approche, froide et fonctionnelle, tranche avec les discours plus volontaristes des décennies précédentes.

La stratégie américaine part d'un constat sans détour : l'Afrique n'est pas un théâtre décisif de la rivalité globale, ni avec la Chine, ni avec la Russie. Elle ne concentre ni les flux économiques majeurs, ni les infrastructures critiques de la mondialisation, ni les centres de décision stratégique. À ce titre, elle ne justifie pas un engagement massif et durable comparable à celui de l'Europe ou de l'Indo-Pacifique. Cette hiérarchisation est assumée, même si elle peut heurter certaines sensibilités diplomatiques.

Pour autant, la NDS 2026 ne minimise pas les risques africains. Elle les qualifie différemment. L'Afrique est décrite comme un espace de fragilités cumulées : instabilité politique, faiblesse institutionnelle, pressions démographiques, conflits locaux persistants. Ces facteurs ne constituent pas en eux-mêmes une menace directe pour les États-Unis, mais ils peuvent créer des zones de non-droit propices à l'implantation de groupes hostiles. C'est dans cette perspective que le continent entre dans le champ stratégique américain.

La priorité absolue est clairement identifiée : le contre-terrorisme. Mais là encore, la doctrine a évolué. Le terrorisme n'est plus perçu comme une menace globale uniforme, mais comme un phénomène

fragmenté, dont seule une partie justifie une attention américaine directe. Les groupes capables de planifier ou d'inspirer des attaques contre le territoire américain constituent la ligne rouge. Les autres relèvent d'abord de la responsabilité des États africains et de leurs partenaires régionaux.

Cette distinction est fondamentale. Elle marque la fin d'une époque où la présence militaire américaine en Afrique pouvait être justifiée par une logique large de stabilisation ou de prévention. La NDS 2026 rejette explicitement toute approche de type nation-building ou sécurisation extensive. Les grandes opérations de stabilisation sont jugées coûteuses, inefficaces et politiquement contre-productives. À la place, la stratégie privilégie des actions ciblées, ponctuelles et réversibles.

Concrètement, cela se traduit par une réduction assumée de la présence militaire visible. Les bases permanentes, les déploiements prolongés et les missions de formation de grande ampleur ne sont plus considérés comme des outils centraux. La stratégie privilégie des capacités plus discrètes : renseignement, surveillance, frappes ciblées, opérations spéciales. L'objectif est de neutraliser des menaces précises, non de transformer des environnements politiques complexes.

La responsabilité est clairement transférée vers les acteurs africains. La NDS 2026 insiste sur la nécessité pour les États concernés de prendre en charge leur propre sécurité. Les partenariats restent possibles, mais ils sont conditionnés à la capacité réelle des autorités locales à agir. Cette conditionnalité marque un durcissement du discours américain, lassé par des décennies de coopération jugée peu productive avec des régimes instables ou peu réformateurs.

Cette approche révèle aussi une forme de désillusion stratégique. Washington reconnaît implicitement les limites de son influence sur les dynamiques africaines. Les États-Unis ne prétendent plus façonner les trajectoires politiques du continent. Ils cherchent à gérer les risques, pas à conduire des transformations structurelles. Cette posture est moins ambitieuse, mais elle est aussi plus cohérente avec les priorités globales affichées par la stratégie.

La question de la concurrence internationale en Afrique est abordée de manière mesurée. Contrairement à certains discours alarmistes, la NDS 2026 ne présente pas l’Afrique comme un champ de bataille central de la rivalité avec la Chine ou la Russie. Elle reconnaît la présence croissante de ces acteurs, notamment à travers des accords économiques, des ventes d’armes ou des coopérations sécuritaires. Mais elle estime que cette présence ne constitue pas, à ce stade, une menace directe pour la sécurité américaine.

Cette lecture pragmatique conduit à un refus de l’escalade. Les États-Unis ne cherchent pas à entrer dans une compétition frontale pour l’influence en Afrique. Ils considèrent que le coût d’une telle stratégie serait disproportionné par rapport aux gains potentiels. En revanche, toute implantation étrangère susceptible de faciliter des menaces directes — bases militaires hostiles, infrastructures duales critiques — est surveillée de près et pourrait justifier une réaction ciblée.

Le Sahel occupe une place particulière dans cette analyse. La région est décrite comme un foyer de violences persistantes, mais aussi comme un exemple des limites des interventions extérieures. La NDS 2026 tire un bilan sévère des efforts internationaux passés, soulignant l’incapacité des dispositifs militaires étrangers à produire une stabilisation durable sans relais politiques solides. Ce constat justifie

le retrait progressif des États-Unis de certaines opérations, au profit d'une approche à distance.

La lutte contre le terrorisme en Afrique devient ainsi une gestion du risque, et non un projet de transformation. Les frappes ciblées, les opérations de renseignement et la coopération sélective remplacent les stratégies de présence continue. Cette approche vise à réduire l'empreinte américaine tout en conservant une capacité de réaction rapide en cas de menace avérée.

Cette posture a des implications importantes pour les partenaires africains. Elle signifie que l'assistance américaine n'est plus garantie, ni durable, ni inconditionnelle. Les États capables de structurer une réponse crédible aux menaces bénéficieront d'un soutien ponctuel. Les autres devront compter sur des arrangements régionaux ou d'autres partenaires. La NDS 2026 ne juge pas ces choix, mais elle en assume les conséquences.

Il convient toutefois de souligner que cette marginalisation stratégique ne signifie pas une rupture diplomatique. Les États-Unis continuent de s'engager sur les plans humanitaire, économique et institutionnel. Mais ces dimensions sont clairement séparées du champ militaire. La sécurité n'est plus le levier principal de la relation américano-africaine. Cette séparation marque un changement profond dans la manière dont Washington envisage son rôle sur le continent.

Sur le plan symbolique, l'Afrique apparaît dans la NDS 2026 comme un espace du possible risque, non comme un espace de projection de puissance. Cette perception reflète une vision désenchantée des capacités américaines à influencer des dynamiques complexes et endogènes. Elle traduit aussi un recentrage assumé sur des priorités jugées plus vitales.

En définitive, l’Afrique telle qu’elle est pensée dans la National Defense Strategy 2026 n’est ni abandonnée ni courtisée. Elle est placée à distance, sous surveillance stratégique, avec un objectif limité mais clair : empêcher que ses fragilités ne se transforment en menaces directes pour les États-Unis. Cette approche, pragmatique et peu idéologique, peut apparaître froide. Elle est surtout révélatrice d’une Amérique qui choisit désormais ses combats, ses espaces d’engagement et ses responsabilités avec une sélectivité assumée.

Regard d’un diplomate africain

Lecture du déclassement stratégique depuis une capitale africaine

« En Afrique, la lecture de la National Defense Strategy 2026 laisse un sentiment difficile à résumer : ce n’est ni la colère ni la surprise, mais une forme de confirmation silencieuse. Confirmation que le continent africain n’est plus, et peut-être n’a jamais été, une priorité stratégique centrale pour les États-Unis. Confirmation aussi que cette marginalisation est désormais assumée, rationalisée, théorisée.

Du point de vue africain, le mot qui revient le plus à la lecture de cette stratégie est celui de déclassement. L’Afrique n’est pas perçue comme un espace décisif de la rivalité globale, mais comme une zone de risques à contenir. Non pas un partenaire stratégique à part entière, mais un environnement instable dont il faut empêcher les débordements. Cette lecture n’est pas entièrement fausse, mais elle est profondément réductrice.

La NDS 2026 aborde essentiellement l’Afrique à travers le prisme du terrorisme. Or, pour beaucoup de pays africains, cette approche a montré ses limites. Le terrorisme n’est pas une cause première, mais un symptôme. Il prospère sur des fragilités structurelles : pauvreté, gouvernance défaillante, fractures sociales, conflits locaux non

résolus. En se concentrant presque exclusivement sur la dimension sécuritaire, les stratégies extérieures ont souvent ignoré ces racines profondes.

Le retrait progressif des États-Unis des dispositifs sécuritaires africains est présenté comme un choix rationnel. Du point de vue américain, il l'est sans doute. Mais du point de vue africain, ce retrait est vécu comme une absence de projection politique. Les partenariats se réduisent à des coopérations techniques, ponctuelles, parfois opaques, sans vision d'ensemble. L'Afrique n'est plus un espace à accompagner, mais un risque à surveiller.

Ce déclassement stratégique a des conséquences concrètes. Il renforce le sentiment, largement partagé, que le continent est laissé à lui-même dans un monde de plus en plus brutal. Lorsque les grandes puissances hiérarchisent leurs priorités, l'Afrique se retrouve souvent en bas de la liste. Cette réalité alimente une défiance croissante à l'égard des discours occidentaux sur le partenariat, la stabilité ou le développement.

La NDS 2026 minimise également la dimension géopolitique de l'Afrique. Elle considère que la présence croissante d'autres acteurs — Chine, Russie, puissances du Golfe — ne constitue pas une menace stratégique majeure. Cette lecture peut paraître pragmatique, mais elle ignore une dynamique essentielle : l'Afrique devient un espace de reconfiguration des alliances, précisément parce qu'elle est perçue comme secondaire par certains. Les États africains cherchent des partenaires qui offrent visibilité, investissements et reconnaissance politique, pas seulement des opérations antiterroristes.

Du point de vue africain, la réduction de l'engagement américain crée un vide que d'autres s'empressent de combler. Ce n'est pas nécessairement un choix idéologique, mais un choix de survie.

Lorsqu'un partenaire se retire ou conditionne excessivement son soutien, d'autres deviennent attractifs, même s'ils ne partagent pas les mêmes valeurs. La stratégie américaine ne crée pas cette dynamique, mais elle l'accélère.

Il existe aussi, en Afrique, une fatigue vis-à-vis des approches sécuritaires extérieures. Les opérations antiterroristes menées sans relais politiques solides ont souvent produit des résultats limités, parfois contre-productifs. Le désengagement américain peut donc être lu comme une reconnaissance implicite de cet échec. Mais sans proposition alternative crédible, ce retrait risque de laisser place à une instabilité chronique, difficile à contenir à distance.

Ce que beaucoup de diplomates africains regrettent, ce n'est pas la fin d'une tutelle sécuritaire, mais l'absence d'une vision stratégique inclusive. L'Afrique n'attend pas une protection permanente, mais une reconnaissance de son rôle futur dans l'équilibre mondial. Démographie, ressources, marchés, innovations sociales : le continent porte des dynamiques de long terme que la NDS 2026 ignore largement.

En définitive, la National Defense Strategy 2026 est lue en Afrique comme un texte de désengagement maîtrisé, mais aussi comme un aveu de désintérêt stratégique. Elle invite les États africains à prendre davantage en charge leur sécurité, sans toujours leur donner les moyens politiques, économiques et institutionnels de le faire. Cette contradiction nourrit un malaise profond.

Depuis le continent, une conviction s'impose : l'Afrique ne peut plus attendre d'être choisie comme priorité stratégique. Elle doit construire ses propres équilibres, ses propres partenariats, et sa propre voix dans le monde. Mais l'histoire montre aussi qu'un continent marginalisé

par les grandes puissances ne disparaît pas du jeu géopolitique. Il y revient souvent autrement, parfois de manière plus instable.

C'est peut-être là le paradoxe de la stratégie américaine : en reléguant l'Afrique à la périphérie, elle accepte le risque qu'elle cesse, un jour, d'être périphérique dans les crises à venir.

Chapitre 12

Les alliances reconfigurées : partage du fardeau et nouvelle exigence budgétaire

La National Defense Strategy 2026 consacre un message central, parfois sous-estimé mais profondément structurant : les alliances demeurent un pilier de la puissance américaine, mais elles changent de nature. L'époque des engagements asymétriques, où Washington assumait l'essentiel de l'effort militaire en échange d'un alignement politique, est considérée comme révolue. À sa place s'installe une logique plus exigeante, plus comptable, et surtout plus conditionnelle : le partage réel du fardeau devient la mesure de la crédibilité d'un allié.

Ce repositionnement ne relève pas d'un isolationnisme déguisé. La NDS 2026 affirme explicitement que le réseau d'alliances des États-Unis constitue un avantage stratégique unique, sans équivalent chez leurs adversaires. Mais cet avantage n'est jugé durable que s'il repose sur des partenaires capables de contribuer concrètement à la dissuasion et, si nécessaire, au combat. Une alliance déséquilibrée est présentée non comme une force, mais comme une vulnérabilité.

Le document opère ici une critique sans détour des décennies passées. Il estime que la garantie de sécurité américaine a parfois produit un effet pervers : la démobilisation stratégique de certains alliés. Protégés par le parapluie américain, plusieurs partenaires auraient réduit leurs dépenses militaires, différé des investissements lourds et accepté une dépendance technologique croissante. Cette situation, tolérable dans un environnement stratégique relativement stable, est jugée intenable dans un monde de rivalités systémiques.

C'est dans ce contexte qu'apparaît la référence récurrente à un nouveau seuil d'effort. La NDS 2026 évoque un engagement global

de 5 % du PIB consacré à la défense et à la sécurité, combinant dépenses militaires stricto sensu et investissements liés à la résilience nationale. Ce chiffre, volontairement élevé, n'est pas qu'un objectif budgétaire. Il constitue un signal politique : la sécurité collective a un coût, et ce coût doit être assumé par chacun.

Cette exigence budgétaire redéfinit la relation entre Washington et ses alliés. Elle introduit une forme de contractualisation implicite : plus un partenaire investit, plus il est intégré aux priorités stratégiques américaines. À l'inverse, les alliés perçus comme passifs ou réticents s'exposent à une réduction progressive de l'attention et du soutien américains. La solidarité devient conditionnelle, non automatique.

Ce changement est particulièrement visible dans le cadre de l'OTAN. L'Alliance reste centrale, mais son fonctionnement est profondément réinterprété. La NDS 2026 insiste sur la nécessité d'une OTAN plus européenne dans ses capacités, même si elle demeure transatlantique dans sa gouvernance. Les États-Unis conservent un rôle clé dans la dissuasion nucléaire et la coordination stratégique, mais ils attendent des Européens qu'ils assurent l'essentiel de la défense conventionnelle du continent.

Cette reconfiguration n'est pas limitée à l'Europe. En Indo-Pacifique, la stratégie adopte une logique similaire. Les alliances avec le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et d'autres partenaires régionaux sont renforcées, mais sur des bases plus exigeantes. Les États-Unis encouragent activement ces pays à accroître leurs budgets de défense, à moderniser leurs forces et à développer des capacités interopérables. L'objectif est clair : créer une dissuasion collective distribuée, capable de fonctionner même en cas de crise simultanée.

La notion de partage du fardeau ne se limite pas aux dépenses militaires. La NDS 2026 élargit le concept à la base industrielle de

défense. Les alliances sont désormais pensées comme des écosystèmes industriels intégrés. Les partenaires fiables sont ceux capables de produire, de soutenir et de renouveler des capacités militaires dans la durée. Cette approche favorise les coopérations industrielles profondes, tout en renforçant la sélectivité dans le partage des technologies sensibles.

Cette sélectivité marque une évolution importante. Les États-Unis se montrent plus prudents dans le transfert de technologies critiques, réservant les partenariats les plus avancés aux alliés jugés stratégiquement alignés et industriellement robustes. Cette politique vise à réduire les dépendances croisées jugées risquées et à protéger les avantages technologiques américains. Là encore, l'alliance devient un privilège conditionnel, non un droit acquis.

La NDS 2026 introduit également une dimension nouvelle : la résilience sociétale comme critère d'alliance. La capacité d'un pays à résister aux pressions hybrides — cyberattaques, désinformation, chocs économiques — est désormais considérée comme un élément central de sa crédibilité stratégique. Une alliance n'est plus seulement militaire ; elle est aussi politique, économique et informationnelle. Les partenaires incapables de protéger leurs sociétés contre ces menaces sont perçus comme des points faibles potentiels.

Cette approche a des implications sensibles pour les démocraties occidentales. Elle pose la question de la cohérence interne des États alliés, de leur capacité à maintenir un consensus stratégique et à soutenir un effort de défense dans la durée. La NDS 2026 ne s'attarde pas sur ces débats internes, mais elle en tire une conséquence claire : la fragilité politique interne affaiblit la crédibilité externe.

Sur le plan diplomatique, cette reconfiguration des alliances s'accompagne d'un discours plus direct, parfois perçu comme brutal.

Les États-Unis n'hésitent plus à exprimer publiquement leurs attentes, voire leurs frustrations. Cette franchise est présentée comme un gage de clarté stratégique. Mieux vaut des relations exigeantes mais transparentes que des engagements flous et sources de malentendus.

Ce changement de ton n'est pas sans risques. Il peut nourrir des ressentiments, accentuer les divisions au sein des alliances et offrir des opportunités aux adversaires pour exploiter ces fractures. La NDS 2026 en est consciente, mais considère que le statu quo serait plus dangereux encore. Une alliance fondée sur des illusions de solidarité automatique serait, selon cette lecture, intrinsèquement instable.

Il convient toutefois de souligner que la stratégie ne prône pas une uniformisation des contributions. Elle reconnaît que les alliés n'ont pas tous les mêmes capacités ni les mêmes contraintes. Le partage du fardeau est présenté comme différencié, adapté aux réalités nationales. Ce qui est exigé, ce n'est pas l'égalité parfaite, mais la crédibilité de l'effort et la cohérence avec les intérêts communs.

Cette vision conduit également à une redéfinition des partenariats au-delà des alliances formelles. La NDS 2026 valorise les coalitions flexibles, les coopérations à géométrie variable et les partenariats thématiques. Cette approche permet aux États-Unis de mobiliser des acteurs spécifiques sur des enjeux précis, sans s'enfermer dans des engagements globaux et rigides. La flexibilité devient un atout stratégique.

En filigrane, la reconfiguration des alliances traduit une transformation plus profonde de la puissance américaine. Washington accepte désormais qu'il ne peut plus tout faire seul, mais refuse aussi de tout faire pour les autres. Cette position intermédiaire, exigeante et parfois inconfortable, redéfinit la grammaire de la sécurité collective au XXI^e siècle.

En définitive, la National Defense Strategy 2026 ne signe pas la fin des alliances américaines. Elle en propose une refondation pragmatique, fondée sur l'effort partagé, la responsabilité mutuelle et la clarté des attentes. Pour les alliés, le message est sans ambiguïté : rester au cœur du dispositif américain implique d'investir, de s'engager et de durer. Pour Washington, cette exigence est présentée comme la condition d'une puissance collective crédible dans un monde de plus en plus compétitif.

Regard d'un diplomate d'un allié intermédiaire

Lecture de la reconfiguration des alliances depuis Tokyo

« Pour un pays comme le nôtre, allié fidèle des États-Unis mais situé au cœur d'une zone de tensions majeures, la National Defense Strategy 2026 se lit avec une attention presque existentielle. Elle ne remet pas en cause l'alliance. Elle en redéfinit les conditions. Et pour les alliés dits "intermédiaires", cette redéfinition est lourde de conséquences.

Le message central de la stratégie américaine est clair : les alliances demeurent essentielles, mais elles ne sont plus inconditionnelles. Le partage du fardeau n'est plus un objectif abstrait ; il devient un critère structurant de la relation. Pour Tokyo, Séoul ou Ottawa, cette évolution n'est pas totalement nouvelle, mais elle atteint désormais un niveau de formalisation inédit.

Du point de vue japonais, cette exigence est comprise, et même partagée. Nous sommes conscients que la sécurité ne peut plus reposer sur une asymétrie permanente, où les États-Unis assumerait l'essentiel des coûts et des risques. La montée en puissance de nos capacités de défense, les réformes doctrinales récentes et

l'augmentation de nos budgets s'inscrivent précisément dans cette logique. Mais comprendre une exigence ne signifie pas qu'elle soit sans effets secondaires.

La NDS 2026 introduit une forme de hiérarchisation implicite entre alliés. Ceux qui investissent, produisent et assument des responsabilités gagnent en centralité stratégique. Ceux qui tardent ou hésitent risquent une marginalisation progressive. Pour un allié intermédiaire, cette hiérarchie crée une pression constante : il ne s'agit plus seulement d'être loyal, mais d'être performant.

Cette logique transforme profondément la psychologie de l'alliance. Historiquement, l'alliance américaine reposait sur une promesse de protection, fondée sur des valeurs partagées et une convergence politique. Désormais, elle s'apparente davantage à un partenariat stratégique évalué en continu. Capacités militaires, résilience économique, stabilité politique interne : tout devient objet d'observation et, implicitement, de jugement.

Dans le contexte indo-pacifique, cette évolution est particulièrement sensible. Le Japon partage l'analyse américaine sur la centralité du défi chinois. Nous savons que la dissuasion ne peut fonctionner sans crédibilité collective. Mais nous savons aussi que la pression stratégique exercée sur les alliés de première ligne est bien plus forte que sur d'autres partenaires occidentaux. Pour nous, l'alliance n'est pas un filet de sécurité abstrait ; elle est un élément direct de notre environnement quotidien.

La stratégie américaine encourage une dissuasion distribuée, reposant sur des alliés capables d'agir rapidement et de manière coordonnée. Cette approche est rationnelle. Elle réduit la dépendance à une intervention américaine immédiate. Mais elle implique aussi une prise de risque accrue pour les alliés régionaux, qui deviennent les premiers

points de contact en cas de crise. Cette réalité est rarement débattue publiquement, mais elle structure nos calculs stratégiques.

Il existe également une inquiétude plus discrète : celle d'une alliance devenue trop transactionnelle. Lorsque la relation est fortement indexée sur l'effort budgétaire et industriel, elle peut fragiliser la dimension politique de la solidarité. Pour un allié intermédiaire, la crainte n'est pas un retrait brutal des États-Unis, mais une évolution graduelle vers une alliance où la protection dépendrait excessivement d'indicateurs quantitatifs, parfois déconnectés des réalités géopolitiques locales.

La NDS 2026 valorise aussi l'intégration industrielle entre alliés. Là encore, l'opportunité est réelle. Mais elle crée une dépendance technologique croisée qui n'est pas neutre. Être pleinement intégré à la base industrielle de défense américaine renforce l'alliance, mais réduit aussi les marges d'autonomie stratégique. Pour des pays comme le nôtre, cet équilibre est délicat.

Malgré ces interrogations, la lecture japonaise de la stratégie américaine n'est pas pessimiste. La clarté américaine a une vertu rare : elle réduit l'ambiguïté. Elle oblige les alliés à sortir de la passivité stratégique. Elle met fin à une illusion dangereuse, celle d'une sécurité déléguée sans contrepartie durable.

En définitive, la National Defense Strategy 2026 place les alliés intermédiaires face à une responsabilité nouvelle. Il ne suffit plus d'être aligné ; il faut être capable, crédible et résilient. L'alliance n'est plus un refuge, mais un engagement actif. Pour Tokyo, comme pour d'autres, cette évolution est exigeante, parfois inconfortable, mais elle reflète une réalité incontournable : dans un monde de rivalités durables, la sécurité collective ne peut survivre que si chacun accepte d'en porter le poids.

Chapitre 13

La base industrielle de défense : nerf de la puissance américaine

La National Defense Strategy 2026 consacre un retour en force à un sujet longtemps relégué à l'arrière-plan des débats stratégiques : l'industrie. Derrière les doctrines, les alliances et les déploiements militaires, le document affirme une conviction simple et brutale : sans base industrielle robuste, aucune puissance militaire n'est durable. Cette idée, évidente au XX^e siècle, avait été progressivement éclipsée par la foi dans la supériorité technologique et les guerres à faible intensité. La NDS 2026 signe la fin de cette illusion.

Le diagnostic est sévère. Pendant plusieurs décennies, les États-Unis ont accepté une érosion progressive de leur capacité de production militaire. Externalisations, chaînes d'approvisionnement mondialisées, dépendances à des fournisseurs étrangers, contraction des stocks : autant de choix jugés rationnels en temps de paix, mais devenus dangereux dans un monde de rivalités prolongées. La guerre en Ukraine agit ici comme un électrochoc. Elle a rappelé une réalité fondamentale : la guerre moderne est aussi une guerre d'usines.

La stratégie américaine tire une leçon centrale de ce conflit : la supériorité technologique ne suffit pas si elle n'est pas soutenue par la capacité à produire en masse, rapidement et dans la durée. Missiles, munitions, pièces de rechange, systèmes complexes : tout ce qui est consommé sur le champ de bataille doit pouvoir être remplacé à un rythme compatible avec un conflit prolongé. Or, la NDS 2026 reconnaît que les capacités actuelles sont insuffisantes face à un scénario de haute intensité.

C'est pourquoi la base industrielle de défense devient un pilier stratégique au même titre que les forces armées elles-mêmes. Le document appelle à une mobilisation nationale, non pas ponctuelle,

mais structurelle. Il s'agit de reconstruire un écosystème industriel capable de soutenir simultanément plusieurs théâtres, plusieurs crises et plusieurs années d'effort. Cette ambition marque un changement profond dans la manière dont Washington pense la sécurité.

La stratégie identifie plusieurs vulnérabilités critiques. La première concerne les chaînes d'approvisionnement. Dépendre de composants étrangers, parfois issus de pays non alliés, est désormais considéré comme un risque stratégique majeur. Semi-conducteurs, métaux rares, composants électroniques : la NDS 2026 insiste sur la nécessité de sécuriser ces flux, par la relocalisation, la diversification ou des partenariats industriels fiables. La souveraineté industrielle devient un impératif de sécurité nationale.

La deuxième vulnérabilité concerne la capacité de montée en cadence. Produire des systèmes avancés en petite série ne suffit plus. La stratégie appelle à réapprendre à produire en volume, à standardiser certains équipements et à simplifier des processus devenus excessivement complexes. Cette logique va à contre-courant de décennies de spécialisation extrême, mais elle est jugée indispensable face à des adversaires capables de produire à grande échelle.

La NDS 2026 insiste également sur le facteur humain. L'industrie de défense souffre d'un déficit de main-d'œuvre qualifiée, conséquence directe de la désindustrialisation et du vieillissement des compétences. La stratégie évoque la nécessité de reconstruire une culture industrielle, de former des ingénieurs, des techniciens et des ouvriers capables de soutenir l'effort de défense sur le long terme. Là encore, la sécurité nationale dépasse largement le seul cadre militaire.

Un autre aspect central concerne l'innovation. Contrairement à une idée répandue, la NDS 2026 ne sacrifie pas l'innovation au profit du volume. Elle cherche au contraire à articuler les deux. Intelligence

artificielle, systèmes autonomes, cybersécurité, spatial : ces domaines restent prioritaires. Mais ils doivent être intégrés dans une logique industrielle soutenable, capable de passer rapidement du prototype à la production opérationnelle. L'innovation sans industrialisation est jugée stratégiquement stérile.

Cette renaissance industrielle ne concerne pas uniquement les États-Unis. La stratégie insiste sur l'importance des alliés industriels. Les partenariats de défense sont de plus en plus pensés comme des écosystèmes intégrés, capables de produire ensemble, de mutualiser certaines capacités et de répartir les charges. Toutefois, cette coopération est sélective. Les technologies les plus sensibles sont réservées aux alliés jugés fiables, stables et alignés sur les intérêts stratégiques américains.

Cette sélectivité marque un tournant. Elle introduit une hiérarchie implicite entre alliés, fondée non plus seulement sur des considérations politiques, mais sur des critères industriels et capacitaires. Les pays capables de contribuer réellement à la base industrielle de défense occidentale gagnent en centralité stratégique. Les autres risquent une marginalisation progressive, même s'ils restent politiquement proches.

La NDS 2026 met également en avant la résilience industrielle face aux chocs. Pandémies, cyberattaques, conflits régionaux, catastrophes naturelles : l'industrie de défense doit être capable de fonctionner dans des environnements dégradés. Cela implique des stocks stratégiques, des capacités de redondance et une planification de crise beaucoup plus poussée. La logique du « juste-à-temps » est explicitement remise en cause dans le domaine militaire.

Sur le plan politique, ce retour de l'industrie au cœur de la stratégie a des implications majeures. Il suppose une coordination étroite entre

l'État fédéral, le secteur privé et les alliés. La NDS 2026 évoque un rôle accru de l'État comme chef d'orchestre industriel, capable d'orienter les investissements, de lever certains obstacles réglementaires et de garantir des débouchés à long terme. Cette approche rompt avec une vision strictement libérale du marché de la défense.

Ce choix n'est pas sans tensions. Il pose la question du coût budgétaire, de la concurrence internationale et du risque de surcapacités en temps de paix. La stratégie assume ces tensions, estimant que le coût de l'impréparation serait bien supérieur. Dans un monde de rivalités durables, l'efficacité économique pure cède partiellement la place à la sécurité stratégique.

Il faut également souligner la dimension symbolique de ce retour industriel. La NDS 2026 lie explicitement la puissance militaire à la vitalité économique nationale. La défense n'est plus un secteur à part, mais un moteur de souveraineté, d'innovation et d'emploi. Cette articulation entre sécurité et économie vise aussi à renforcer l'adhésion de l'opinion publique à l'effort de défense.

En filigrane, la base industrielle de défense devient le socle invisible de toute la stratégie américaine. Sans elle, la dissuasion face à la Chine serait fragile, la gestion des crises simultanées impossible, et les alliances déséquilibrées. Elle est le lien entre la vision stratégique et sa mise en œuvre concrète.

En conclusion de ce dossier, la National Defense Strategy 2026 apparaît comme un texte de clarification brutale mais cohérente. Elle redéfinit les priorités, rehiérarchise les menaces, exige des alliés et recentre l'Amérique sur ses intérêts vitaux. Mais surtout, elle rappelle une vérité souvent oubliée : la puissance ne se décrète pas, elle se

fabrique. Dans les usines, les chaînes logistiques et les choix industriels de long terme.

À travers cette stratégie, les États-Unis ne cherchent pas à dominer le monde, mais à ne plus subir ses transformations. Reste à savoir si leurs alliés, en Europe, en Afrique ou ailleurs, sauront s'adapter à cette nouvelle grammaire stratégique. Car une chose est désormais certaine : l'ère de la sécurité déléguée touche à sa fin.

Chapitre 14

Conclusion – Une Amérique plus sélective, plus exigeante, plus lisible ?

Arrivé au terme de cette lecture, une évidence s’impose : la National Defense Strategy 2026 ne cherche ni à rassurer ni à séduire. Elle cherche à clarifier. À mettre fin à une longue période d’ambiguïtés stratégiques, de discours contradictoires et d’illusions entretenues, tant chez les alliés que chez les adversaires. Cette stratégie n’est pas un texte de promesse. C’est un texte de tri.

Tri des priorités.

Tri des engagements.

Tri des alliances.

La question centrale posée par ce livre n’est donc pas de savoir si l’Amérique est plus forte ou plus faible qu’hier, mais si elle est devenue plus lisible. Et la réponse, malgré les zones d’ombre et les risques, tend vers le oui.

L’Amérique qui se dessine à travers la NDS 2026 est une Amérique plus sélective. Elle ne prétend plus être partout. Elle ne cherche plus à corriger tous les désordres du monde. Elle accepte, parfois brutalement, que certaines régions relèvent désormais de la responsabilité première de leurs acteurs locaux. L’Europe doit se défendre davantage elle-même. Le Moyen-Orient doit être stabilisé par ses puissances régionales. L’Afrique doit gérer ses crises internes sans tutelle sécuritaire permanente. Ce choix n’est pas moral, il est stratégique. Il repose sur une hiérarchisation assumée des intérêts vitaux.

Cette sélectivité n’est pas synonyme de retrait. Elle est un recentrage. Les États-Unis ne disparaissent pas du monde ; ils redéfinissent leur

présence. Là où leurs intérêts fondamentaux sont en jeu — territoire national, dissuasion nucléaire, Indo-Pacifique, équilibre global face à la Chine — l'engagement est massif, structurant, durable. Ailleurs, il devient conditionnel, ciblé, réversible. Cette logique rompt avec l'ère des engagements illimités dans le temps et flous dans leurs objectifs.

L'Amérique de la NDS 2026 est aussi plus exigeante. Exigeante envers ses alliés, d'abord. L'ère de la protection automatique est clairement derrière nous. La solidarité reste un principe, mais elle est désormais indexée sur l'effort réel, mesurable, soutenable. Dépenses de défense, capacités industrielles, résilience politique : l'alliance devient un contrat stratégique, non un héritage historique intangible. Cette exigence peut choquer, mais elle reflète une réalité longtemps différée : une alliance déséquilibrée affaiblit autant celui qui protège que celui qui est protégé.

Exigeante envers elle-même, ensuite. La NDS 2026 reconnaît implicitement les erreurs du passé : surextension militaire, dépendance industrielle, croyance excessive dans la technologie sans volume, confusion entre valeurs et capacités. Le retour de l'industrie de défense au cœur de la stratégie n'est pas un détail technique, c'est une autocritique stratégique. L'Amérique admet qu'elle a fragilisé sa propre puissance en négligeant ses fondations matérielles.

Mais surtout, l'Amérique apparaît plus lisible. C'est peut-être le changement le plus sous-estimé, et pourtant le plus important. Pendant longtemps, la politique étrangère américaine a souffert d'un décalage entre discours et actes. Universaliste dans les mots, sélective dans les faits. Interventionniste par réflexe, hésitante dans la durée. La NDS 2026 réduit cet écart. Elle dit ce que les États-Unis feront, mais aussi — et c'est nouveau — ce qu'ils ne feront plus.

Cette lisibilité n'est pas forcément rassurante. Elle oblige les alliés à sortir de leurs zones de confort stratégiques. Elle oblige les adversaires à recalculer leurs paris. Elle oblige aussi les opinions publiques à accepter une vision du monde moins morale, plus conflictuelle, plus industrielle. Mais elle a une vertu essentielle : elle réduit l'incertitude stratégique, ce carburant dangereux des escalades involontaires.

Ce livre a montré que cette stratégie n'est ni improvisée ni circonstancielle. Elle n'est pas liée à un homme, à un style ou à un mandat. Elle s'inscrit dans la continuité d'un État stratégique américain qui pense en décennies. Trump n'en est ni l'origine ni l'aboutissement. Il en est, au mieux, un révélateur. La NDS 2026 appartient à cette permanence, à cette couche profonde de la politique américaine qui survit aux alternances et structure l'action réelle.

Reste une question ouverte, volontairement laissée sans réponse définitive : cette Amérique plus sélective, plus exigeante et plus lisible sera-t-elle plus stable ? Rien ne le garantit. La sélectivité peut créer des vides de puissance. L'exigence peut fracturer des alliances fragiles. La lisibilité peut encourager des tests de crédibilité. La stratégie américaine est cohérente, mais elle n'est pas sans risques. Elle repose sur un pari : celui que la clarté vaut mieux que l'ambiguïté, même dans un monde instable.

Pour l'Europe, pour l'Afrique, pour le Moyen-Orient, ce livre invite à une prise de conscience simple : le temps de la projection américaine automatique est terminé. Non par abandon, mais par redéfinition. Ceux qui continueront à lire le monde à travers les catégories d'hier risquent de mal comprendre les décisions de demain.

La National Defense Strategy 2026 est écrite. Elle est publique. Elle est assumée. Ce livre n'a pas d'autre ambition que de la lire

sérieusement, sans fantasmes ni nostalgie. Comprendre cette Amérique-là, ce n'est pas l'approver. C'est se donner les moyens de ne pas être surpris.

Et dans le monde qui vient, ne pas être surpris est déjà une forme de lucidité stratégique.